



Développement cohérent du territoire, une chance pour les régions, les cantons et la Confédération

Résumé de la présentation de Stephan Scheidegger, directeur suppléant de l'Office fédéral du développement territorial (ARE) et d'Eric Jakob, chef de la Direction de la promotion économique du Secrétariat d'État à l'économie (SECO), dans le cadre de la conférence de regiosuisse «Développement cohérent du territoire: de la vision à la pratique» du 14 mars 2017 à Bienne.

En raison de la croissance démographique et économique que connaît le pays, les besoins en espace augmentent, que ce soit pour l'habitat, le travail, les loisirs ou pour les déplacements. Parallèlement, nous souhaitons protéger les beaux paysages et les objets importants. Pour y parvenir, nous devons accorder nos violons: les politiques, les programmes et les mesures des régions, des cantons et de la Confédération doivent s'imbriquer de manière à former un tout, ce qui permettra de contribuer au développement cohérent de la Suisse, tout en prenant en considération les souhaits de conservation et d'utilisation de l'espace.

1. Quel est le contexte?

La Suisse a considérablement changé aux cours des récentes décennies, tant en sa qualité de lieu de vie et d'espace économique que de paysage. Peuplée par 4,7 millions de personnes en 1950, elle compte 8 millions d'habitants aujourd'hui. La population active continue elle aussi de s'accroître, puisqu'elle est passée de 2,3 millions en 1950 à quelque 4,7 millions aujourd'hui. Les prévisions démographiques sont unanimes: le nombre d'habitants et d'emplois devrait continuer de progresser. Les modifications structurelles survenues dans l'économie tendent à privilégier l'économie de la connaissance, entraînant une concentration de la création de valeur dans les espaces métropolitains et les agglomérations. La Suisse devient donc de plus en plus urbaine et les régions périphériques perdent des habitants, notamment des actifs et des jeunes. La croissance démographique, ainsi que l'individualisation et la diversification de la société s'accompagnent d'une augmentation des besoins et de la demande de surface habitable et de mobilité.

Aujourd'hui, nous devons aborder l'avenir en coordonnant les différents intérêts liés au territoire afin que les régions de Suisse se développent de façon cohérente. Le développement cohérent du territoire est à la fois un passage obligé et une chance pour l'avenir.

2. Quelles sont les idées principales du développement cohérent du territoire?

Le **Projet de territoire Suisse** forme la base du développement cohérent du territoire. Ce document, conçu en 2012 par la Confédération, les cantons, les villes et les communes comme un cadre d'orientation pour le développement territorial durable de la Suisse, définit des stratégies et des objectifs concrets.

Le développement cohérent du territoire vise à **harmoniser les politiques à incidence territoriale** afin d'**exploiter les synergies** et d'atténuer les conflits d'intérêt. Grâce à l'échange précoce

et à une planification attentive à tous les acteurs, les politiques et les mesures peuvent être développées de manière à se compléter mutuellement et à faire naître moins de conflits. Ces derniers sont inévitables : des objectifs divers et des formes d'occupation différentes d'un même territoire entraîneront toujours des conflits d'intérêts. Ainsi le développement de grandes infrastructures dans les domaines du transport, de l'énergie et du tourisme entrera toujours en conflit avec des dispositions de protection et demandera une certaine coordination et une pesée des intérêts.

Les villes et les espaces ruraux sont aujourd'hui connectés. Leur développement est étroitement lié. Les villes et les centres régionaux assument une fonction de centre pour les espaces environnants, à l'inverse, les espaces ruraux et les régions de montagnes sont spécialisés dans certains domaines dont profitent aussi les villes (p. ex. tourisme, espace de détente). Les régions se développent de plus en plus sous la forme d'**espaces fonctionnels** dépassant les frontières communales, cantonales et même nationales.

Chaque région, chaque ville, chaque lieu présente des **potentiels** qu'il s'agit de renforcer. Pour assurer un développement cohérent du territoire, il ne faut pas tout vouloir faire partout, mais apporter un soutien ciblé pour développer ces potentiels.

De telles approches, soutenues par la Confédération, les cantons, les régions et les communes, permettent de mettre en œuvre un développement cohérent du territoire.

3. Quel est le rôle de la Confédération dans le développement cohérent du territoire?

La Confédération promeut le développement cohérent du territoire de différentes manières (v. annexe). Grâce à sa politique des agglomérations (AggloPol) et sa politique pour les espaces ruraux et les régions de montagne (P-LRB), elle offre un cadre d'orientation pour le développement des ces différents types d'espaces. Ces deux politiques déploient leurs effets sur les agglomérations des espaces ruraux et des régions de montagnes.

De nombreuses politiques sectorielles et leurs instruments et mesures ont une grande influence sur le développement cohérent du territoire, que ce soit par le biais de réglementations et de prescriptions, ou de programmes de promotion, dont certains bénéficient d'un financement généreux. Elles visent principalement des objectifs sectoriels. Ainsi, la politique agricole entend garantir la production et l'approvisionnement alimentaires, tandis que la politique des transports assure des infrastructures de transport suffisantes et efficaces. Ces politiques sectorielles contribuent cependant grandement au développement cohérent des régions suisses.

L'AggloPol et la P-LRB offrent un cadre pour harmoniser ces politiques, qui ciblent un type d'espace précis, et tendre vers un objectif commun.

Des mesures spécifiques de l'AggloPol et de la P-LRB (p. ex. projets-modèles pour un développement territorial durable et programme pilote Territoires d'action Économie) complètent les politiques sectorielles. Ces mesures comblent les lacunes, contribuent à une meilleure coordination des politiques sectorielles, instruments et mesures et facilitent l'utilisation optimale des instruments de la Confédération par les acteurs régionaux et cantonaux. Par ailleurs, les services fédéraux effectuent d'autres tâches de coordination et de coopération qui vont dans le sens du développement cohérent du territoire. Ainsi, divers offices coordonnent leurs activités au sein de la Conférence de la Confédération pour l'organisation du territoire (COT), et des organes spécialisés comme le Réseau de la Confédération pour l'espace rural ou la Conférence de coordination des transports du DETEC se consacrent à des questions spécifiques.

Afin que les régions et les cantons utilisent efficacement les instruments de la Confédération, celle-ci met à disposition des connaissances grâce à des plateformes comme le Réseau des parcs suisses, Agridea et regiosuisse, et propose des offres de coaching.

4. Que signifie le développement cohérent du territoire pour les cantons et les régions?

Suivre l'approche du développement cohérent du territoire aide les cantons et les régions à mieux atteindre leurs objectifs. En raison de la base commune que constitue le Projet de territoire Suisse, les lignes directrices du développement cohérent du territoire (coordonner les politiques à incidence territoriale et exploiter les synergies, mettre en réseau les centres et la périphérie, penser en termes d'espaces fonctionnels et renforcer les potentiels) valent aussi pour les régions et les cantons. Si les régions suisses veulent se développer de façon cohérente, elles doivent aussi apporter leur pierre à l'édifice. Pour ce faire, elles peuvent recourir aux politiques de promotion et aux offres de coaching, de formation, et de mise en réseau de la Confédération. Par ailleurs, elles doivent aussi assumer leurs tâches de protection. Les régions et les cantons sont aussi encouragés à développer leurs propres stratégies territoriales et à optimiser leur gouvernance, ce qu'ils peuvent faire par exemple grâce à des stratégies de développement territorial ou des stratégies en faveur des parcs. Les stratégies contribuent à un développement ciblé et bien coordonné.

Saisissons ensemble des chances offertes par un développement cohérent du territoire!

Anhang

Développement cohérent du territoire de la Confédération

AggloPol

Politique des agglomérations

Mesures s'adressant aux villes et aux campagnes

P-LRB

Politique de la Confédération pour les espaces ruraux et les régions de montagne

Cadre d'orientation

- Projet de territoire Suisse
- Aménagement du territoire
- Législation
- Stratégies
- Programmes

Soutien aux projets

Objectifs directs des politiques sectorielles
Contributions indirectes au développement cohérent du territoire

- Politique agricole
- Politique des transports
- Politique énergétique
- Péréquation financière
- Politique régionale
- Politique des parcs
- Politique forestière
- Politique des eaux
- Projets d'agglomération
- Projets modèles
- PHR Économie
- ...

Gouvernance Coordination Coopération

- Conférence de la Confédération pour l'organisation du territoire (COT)
- Conférence tripartite (CT)
- Réseau de la Confédération pour l'espace rural
- Stratégies de développement régionales
- ...

Formation Qualification Communication

- Agridea
- Réseau des parcs suisses
- regiosuisse
- ...

Idées directrices du développement cohérent du territoire

- Coordonner les politiques à incidence territoriale
- Exploiter les synergies, atténuer les conflits
- Renforcer le lien entre les centres et la périphérie
- Penser et agir en termes d'espaces fonctionnels
- Renforcer les potentiels – ne pas vouloir tout partout



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie,
de la formation et de la recherche DEFR
Secrétariat d'État à l'économie SECO
Direction de la promotion économique

Département fédéral de l'environnement, des transports,
de l'énergie et de la communication DETEC
Office fédéral du développement territorial ARE

Développement cohérent du territoire

Eric Jakob, chef de la Direction de la promotion économique du SECO

Stephan Scheidegger, directeur suppléant de l'ARE

Conférence regiosuisse «Développement cohérent du territoire : de la vision à la pratique»

Bienne, le 14 mars 2017

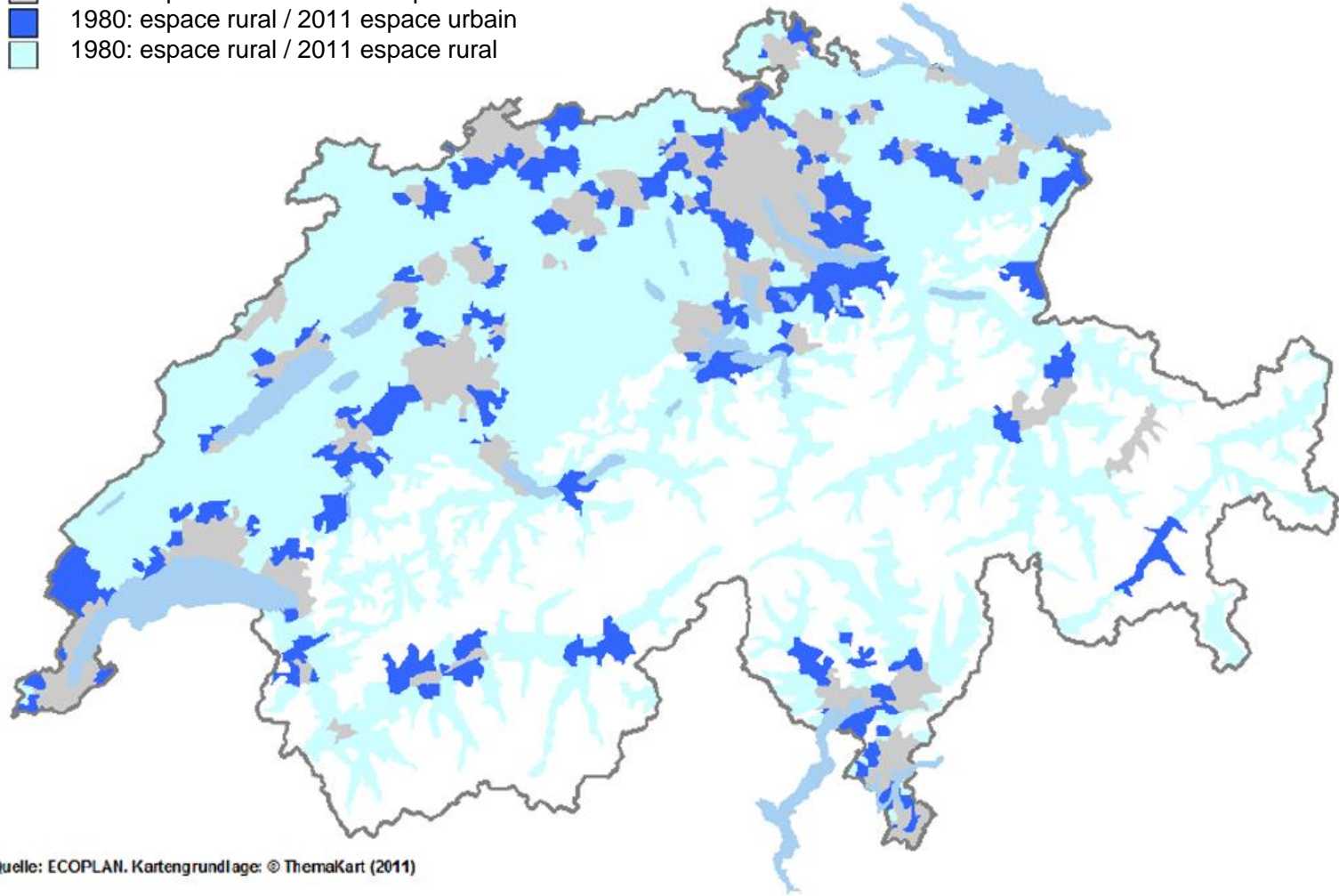


Quel est le contexte?



Urbanisation croissante

- 1980: espace urbain / 2011: espace urbain
- 1980: espace rural / 2011 espace urbain
- 1980: espace rural / 2011 espace rural

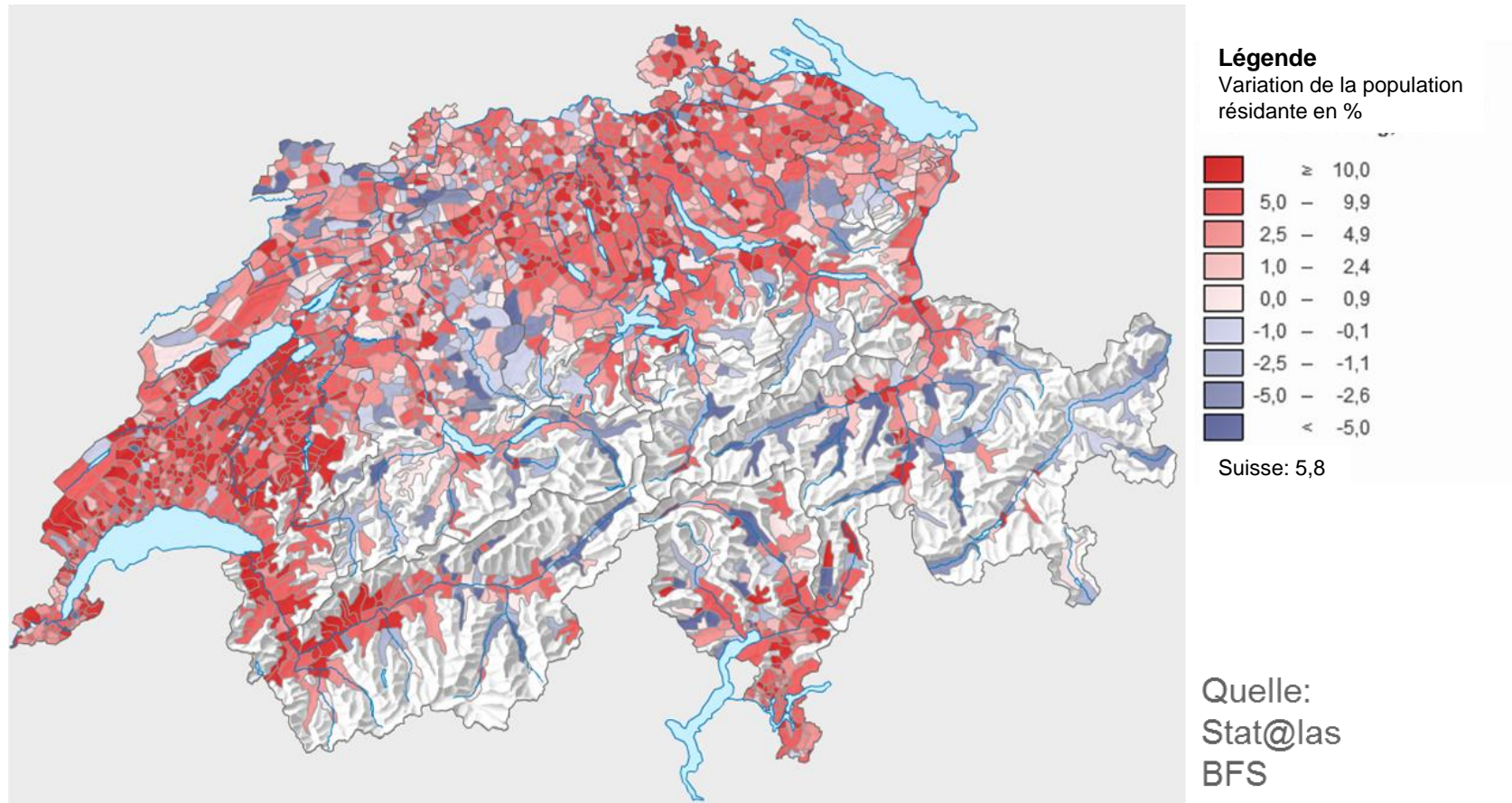


Quelle: ECOPLAN. Kartengrundlage: © ThemaKart (2011)



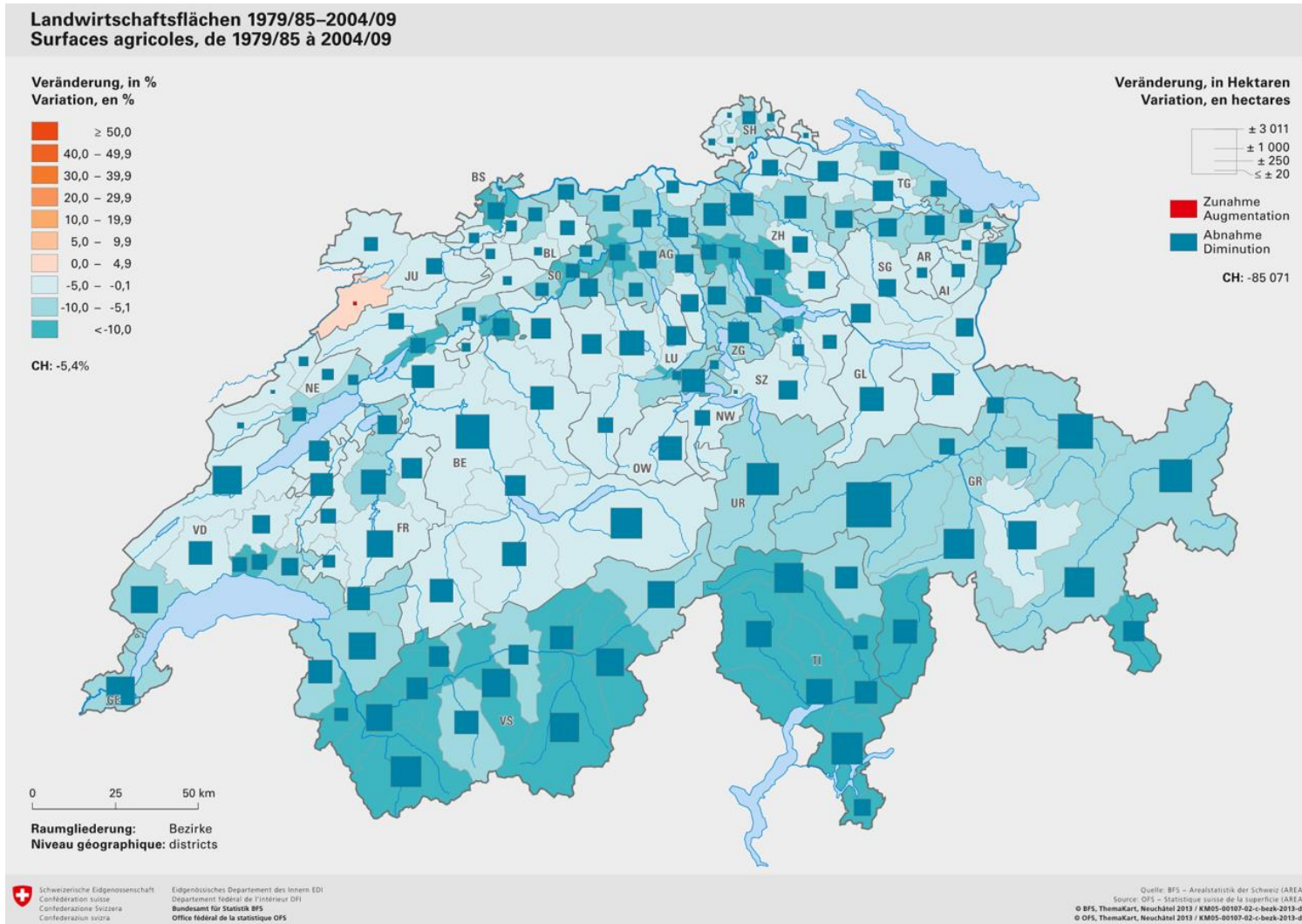
Dépeuplement des régions périphériques

Variation de la population résidante de 2010 à 2015





Augmentation de la pression sur le sol

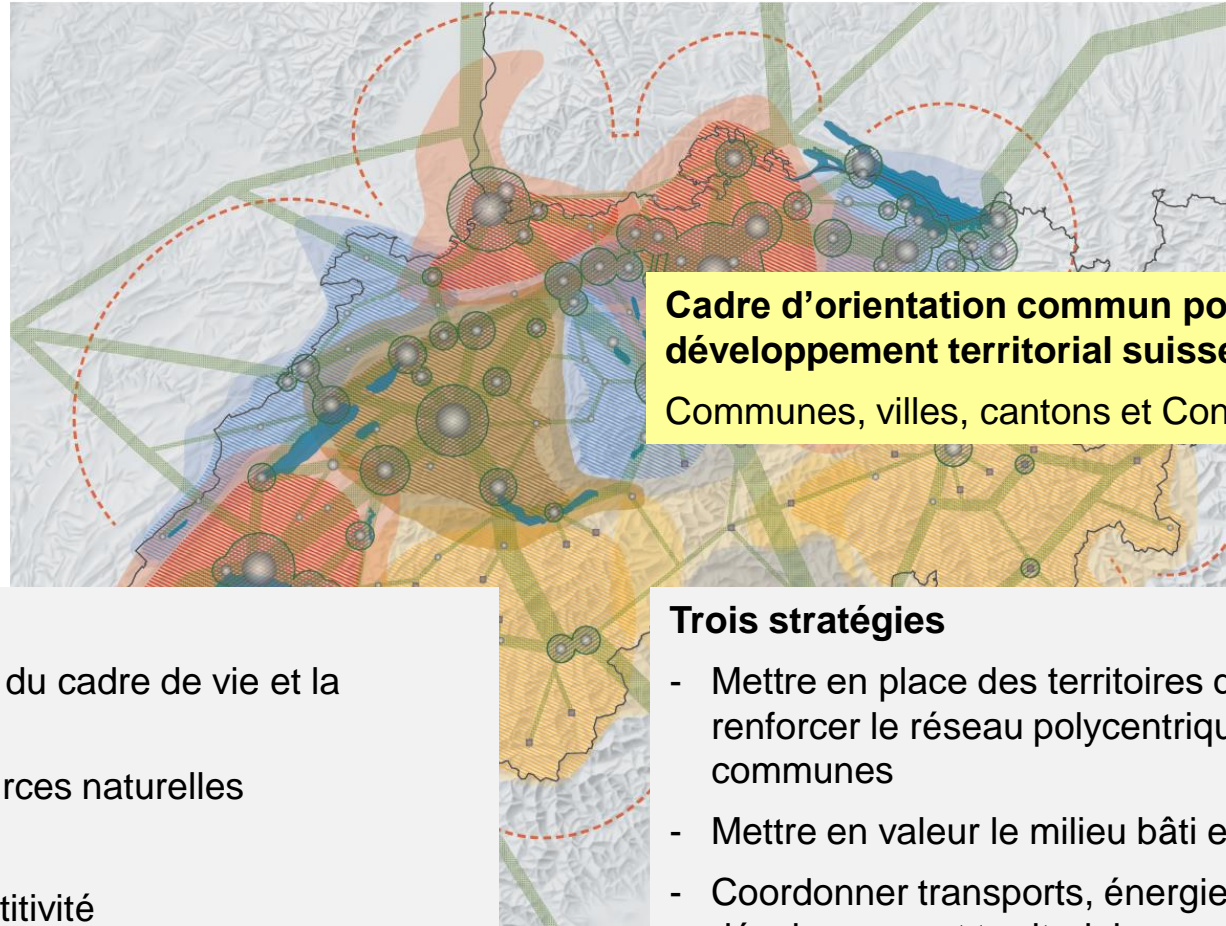




Quelles sont les idées directrices du développement cohérent du territoire?



Le Projet de territoire Suisse, une base commune pour le développement territorial



Cadre d'orientation commun pour le développement territorial suisse

Communes, villes, cantons et Confédération

Cinq objectifs

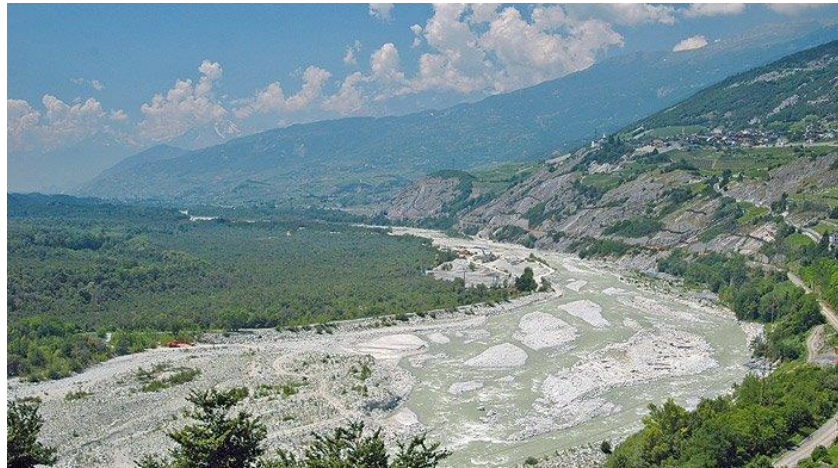
- Préserver la qualité du cadre de vie et la diversité régionale
- Ménager les ressources naturelles
- Gérer la mobilité
- Renforcer la compétitivité
- Encourager les collaborations

Trois stratégies

- Mettre en place des territoires d'action et renforcer le réseau polycentrique de villes et de communes
- Mettre en valeur le milieu bâti et les paysages
- Coordonner transports, énergie et développement territorial



Coordonner les politiques à incidence territoriale



Zone IFP du bois de Finges



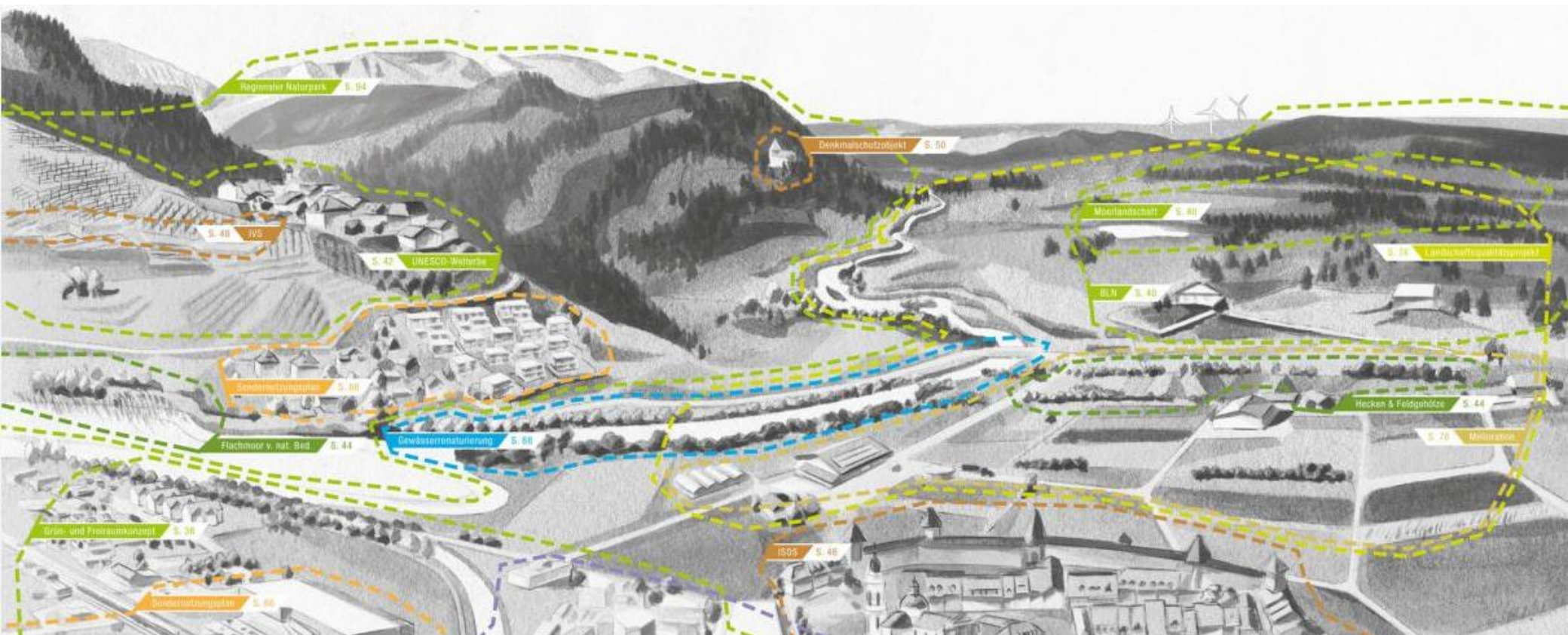
Plan sectoriel des lignes de transport d'électricité

- **Dans un même espace, diverses politiques s'appliquent avec des objectifs différents**
- **Une coordination est indispensable**

* IFP = inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale

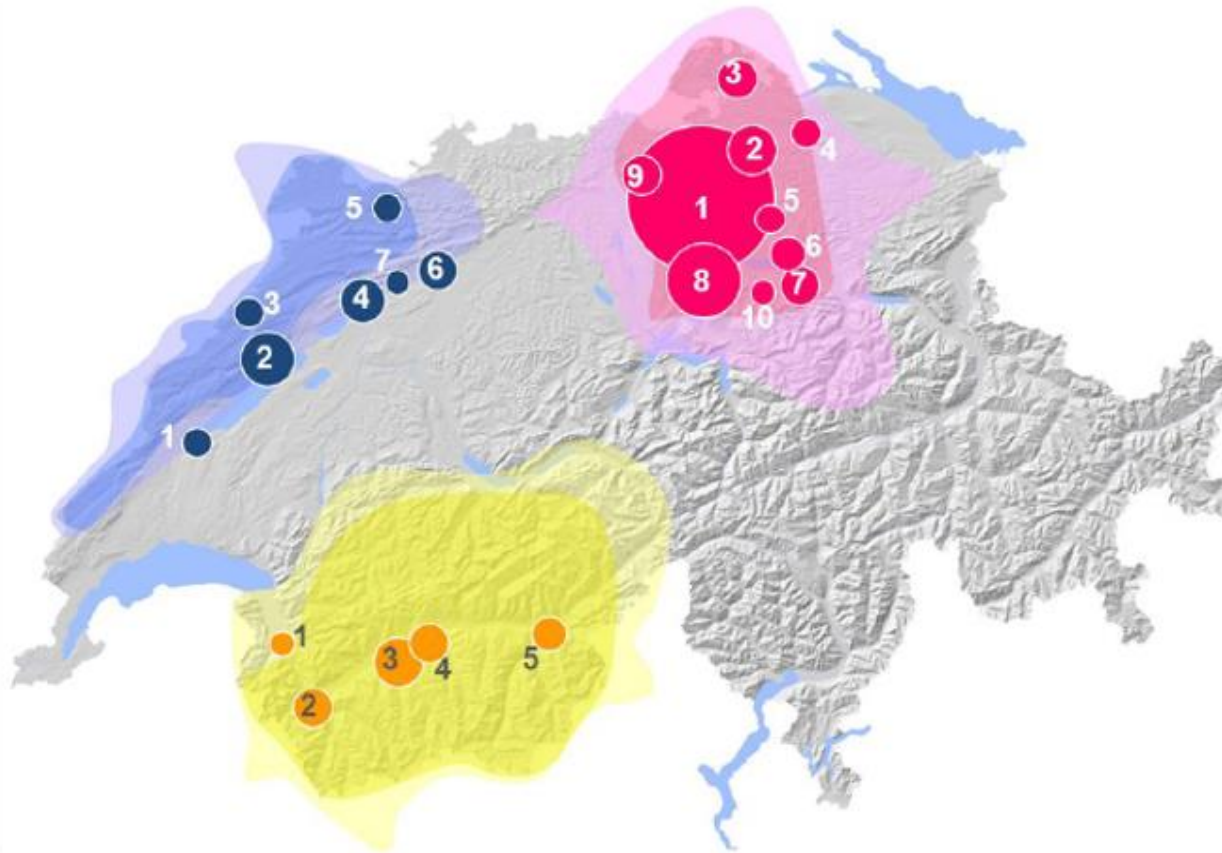


Exploiter les synergies – atténuer les conflits



OFEV (2016)

Mise en réseau des centres et de la périphérie



Vernetzungsintensität von Schweizer Agglomerationen über firmeninterne Standortnetzwerke von wissensintensiven Dienstleistungsunternehmen

Die Kreise sind normiert auf den Top-Standort (Zürich = 1.00)

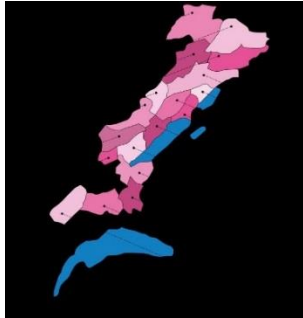


- 1=Zürich; 2=Winterthur; 3=Schaffhausen; 4=Frauenfeld; 5=Wetzikon-Pfäffikon;
6=Rapperswil-Jona; 7=Lachen-Pfäffikon; 8=Zug; 9=Baden-Brugg; 10=Einsiedeln
1=Yverdon-les-Bains; 2=Neuchâtel; 3=La Chaux-de-Fonds; 4=Biel;
5=Delémont; 6=Solothurn; 7=Grenchen
1=Monthey-Aigle; 2=Martigny; 3=Sion; 4=Sierre; 5=Brig-Visp



En quoi consiste le développement cohérent du territoire?

Renforcer les potentiels – ne pas vouloir tout partout



Industrie horlogère dans l'Arc jurassien



Industrie pharmaceutique à Bâle



→ Chaque région a ses potentiels qu'elle peut exploiter



Quel est le rôle de la Confédération dans le développement cohérent du territoire?



Politique des agglomérations (AggloPol)

(politique transversale)



Un cadre général pour les espaces urbains en Suisse

- Mise à disposition d'une **plateforme** pour les intérêts des espaces urbains
- **Coordination** des politiques sectorielles ayant une incidence sur les espaces urbains
- Promotion des espaces grâce aux **politiques sectorielles** et à des **mesures** spécifiques
- **Transmission des connaissances**, échange de savoir, coaching

La politique des agglomérations et la politique de la Confédération pour les espaces ruraux et les régions de montagnes sont des éléments centraux du développement cohérent du territoire.



Politique de la Confédération pour les espaces ruraux et les régions de montagnes (P-LRB)

(Politique transversale)

Un cadre général pour les espaces ruraux et les régions de montagne

- Mise à disposition d'une **plateforme** pour les intérêts des espaces ruraux et des régions de montagne
- **Coordination** des politiques sectorielles ayant une incidence sur les espaces ruraux et les régions de montagnes
- Promotion des espaces grâce aux **politiques sectorielles** et à des **mesures** spécifiques
- **Transmission des connaissances**, échange de savoir, coaching

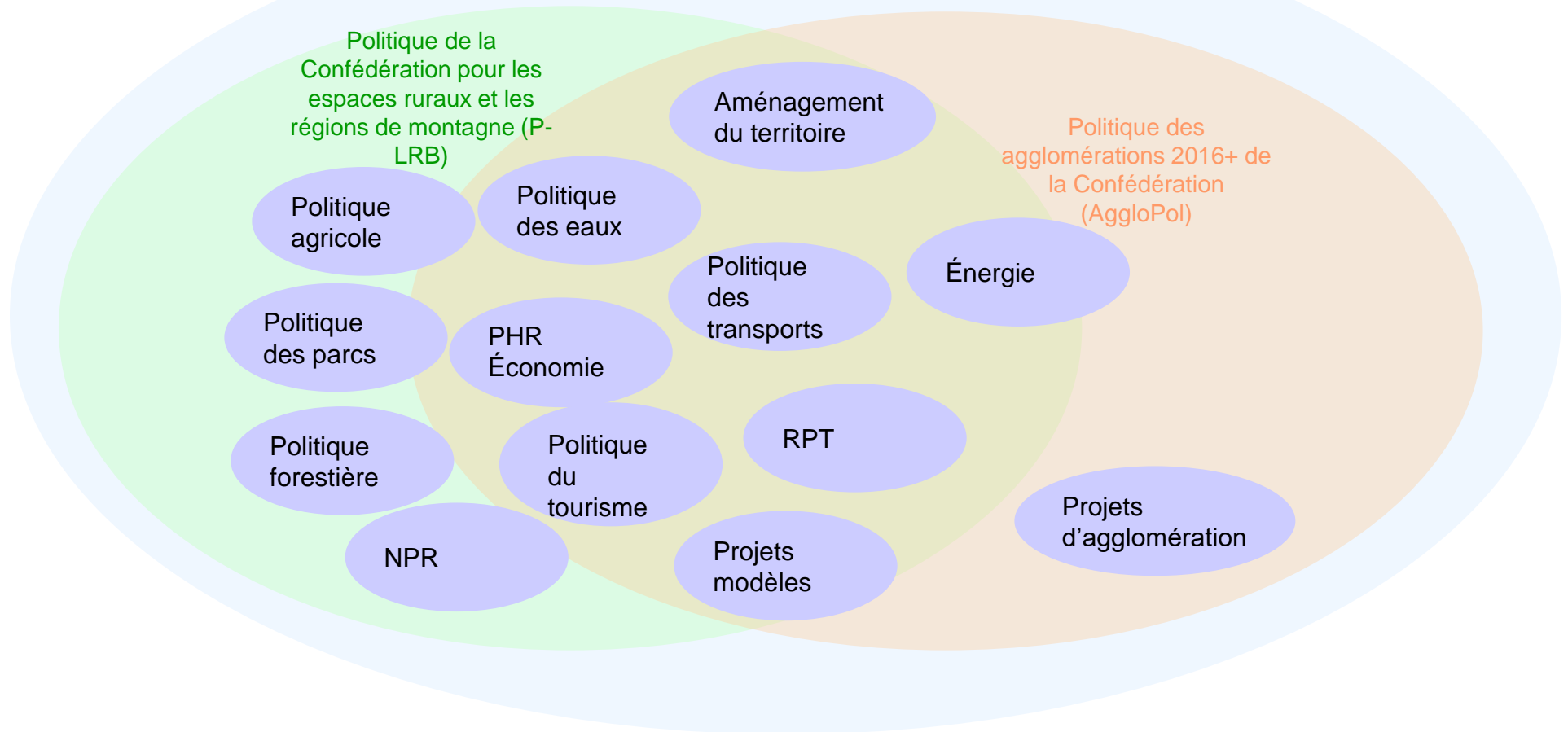


La politique de la Confédération pour les espaces ruraux et les régions de montagnes et la politique des agglomérations sont des éléments centraux du développement cohérent du territoire.



Les politiques sectorielles contribuent au développement cohérent du territoire

Développement cohérent du territoire





Mesures de la P-LRB et de l'AggloPol



Projets modèles pour un développement durable 2014-2018

Projets intersectoriels visant à tester des approches nouvelles et innovantes



Programme pilote Territoire d'action Économie 2016 – 2019

Examen de l'importance des territoires d'action du Projet de territoire Suisse

Processus stratégiques territoriaux au niveau régional

Recensement et promotion des processus territoriaux existants

etc...



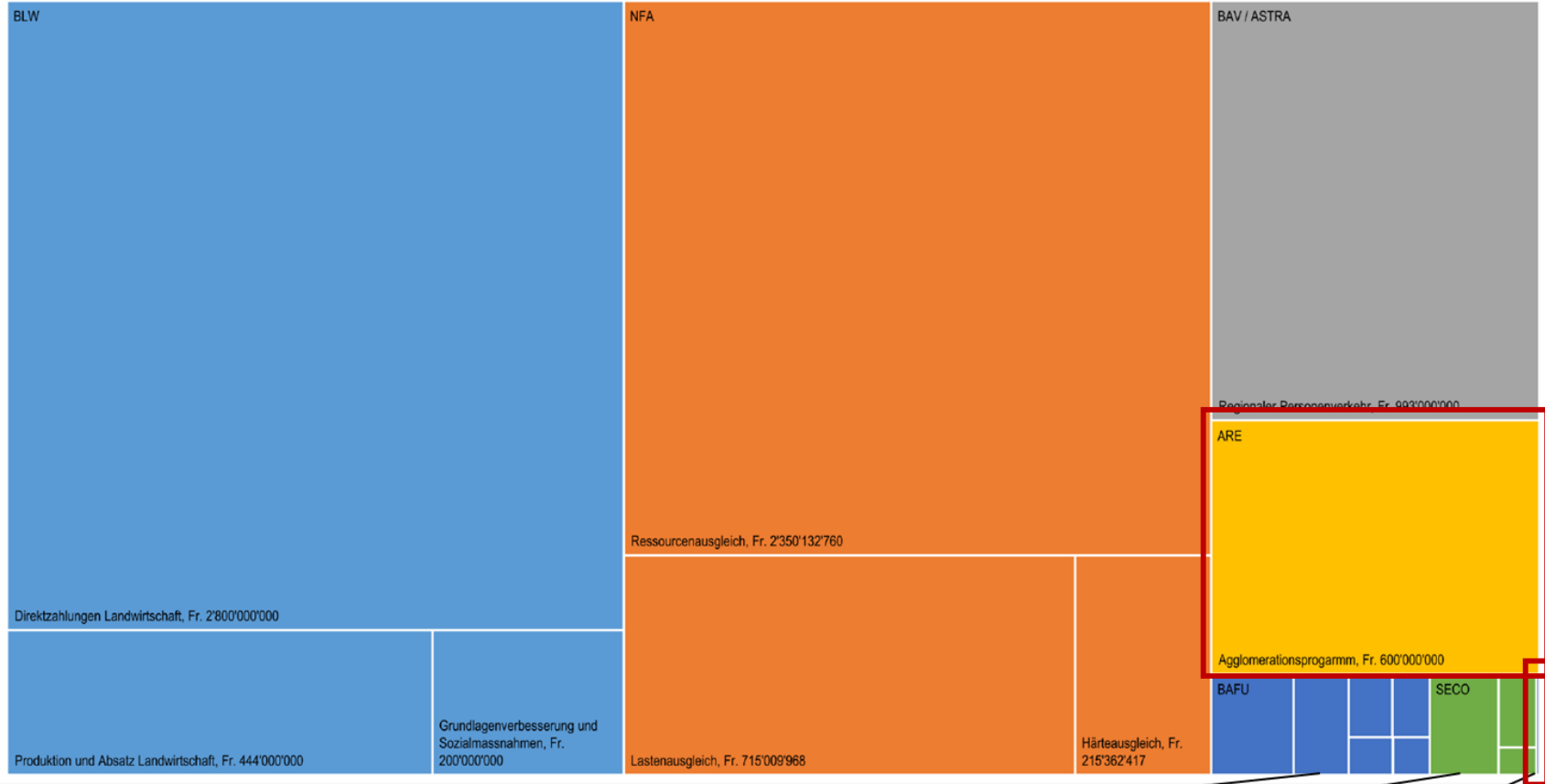
Contributions fédérales annuelles aux politiques ayant des incidences sur le développement cohérent du territoire

Développement cohérent du territoire

Kohärente Raumentwicklung

Darlehen sind mit Faktor 0.2 in à fonds perdu umgerechnet.

■ BLW ■ NFA ■ BAV / ASTRA ■ ARE ■ BAFU ■ SECO ■ Ämterübergreifend



BAFU
 von links nach rechts / oben nach unten
 Schutzwald: Fr. 60'000'000.-
 Revitalisierung Gewässer: Fr. 40'000'000.-
 Bewirtschaftung Gewässerraum: Fr. 20'000'000.-
 Parke: Fr. 17'000'000.-
 Waldwirtschaft: Fr. 12'000'000.-
 Waldbiodiversität: Fr. 10'000'000.-

SECO
 von links nach rechts / oben nach unten
 Neue Regionalpolitik: Fr. 50'000'000.-
 Impulsprogramm Tourismus: Fr. 20'000'000.-
 Innotour: Fr. 7'500'000.-

Massnahmen AggloPol und P-LRB
 Ausser RIS und Interreg (Teil der NRP) und Agglomerationsprogramme
 PHR Wirtschaft: Fr. 1'000'000.-
 Modellvorhaben nachhaltige Raumentwicklung: Fr. 900'000.-
 Wissensmanagement: Fr. 200'000.-
 Räumlich-strategische Prozesse: Fr. 50'000.-
 Unterstützung lokaler und regionaler Initiativen: ?

AggloPol = Agglomerationspolitik
 P-LRB = Politik für die ländlichen Räume und Berggebiete



Tâches de coordination et de coopération de la Confédération

- Fixation d'un cadre commun
→ Projet de territoire Suisse
- Conférence de la Confédération pour l'organisation du territoire (COT)
- Réseau de la Confédération pour l'espace rural (RCER)
- Programmes communs englobant plusieurs thèmes (p. ex. projets-modèles)
- Échanges bilatéraux





Transmission des connaissances, coaching

- Réseau des parcs suisses
- Agridea
- regiosuisse
- Échanges d'expérience
- ...





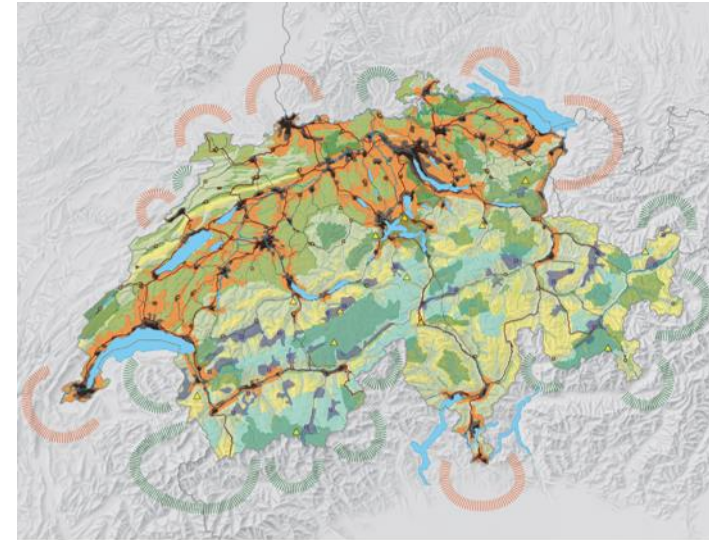
Que signifie le développement cohérent du territoire pour les cantons et les régions?



Le développement cohérent du territoire, un objectif commun

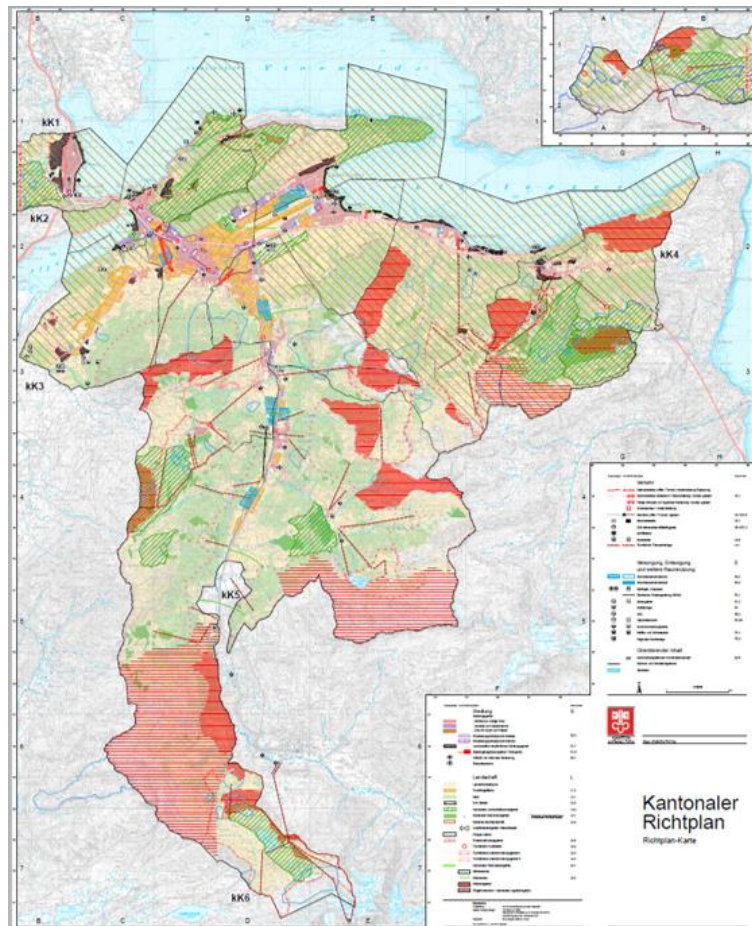
- Coordonner les politiques à incidence territoriale
- Exploiter les synergies – atténuer les conflits
- Mettre en réseau les centres et la périphérie
- Penser et agir en termes d'espaces fonctionnels
- Renforcer les potentiels, ne pas vouloir tout partout

- Ces idées directrices valent à tous les niveaux
- Le Projet de territoire Suisse est une base commune





Développer des stratégies, optimiser la gouvernance





Utiliser les programmes de promotion et les instruments de soutien de la Confédération

- Utiliser les politiques de promotion de la Confédération pour les projets stratégiques:

Politique agricole, nouvelle politique régionale, projets-modèles de développement territorial durable,...

- Profiter des offres de coaching, des formations et des offres de mise en réseau:

regiosuisse, Agridea,...

- Accomplir des tâches de protection:
zones IFP, protection des eaux





Résumé

Le **développement cohérent du territoire** n'est pas une politique, mais

- une **approche** commune
- une multitude de **processus** en vue de **coordonner** les activités à tous les niveaux de l'État
- le lancement de **projets englobant plusieurs thèmes**
- une palette de **politiques de promotion et de protection**
- une offre de coaching et des **possibilités de formation**

... réaliser les objectifs du Projet de territoire Suisse en suivant une orientation commune.



Merci de votre attention!



Développement cohérent du territoire

Exemple de l'Arc jurassien

Mireille Gasser, secrétaire générale

Bienne, le 14 mars 2017

Périmètre retenu:

- NE, JU, Jura-bernois + Bienne, Nord vaudois,

L'Arc jurassien, une région:

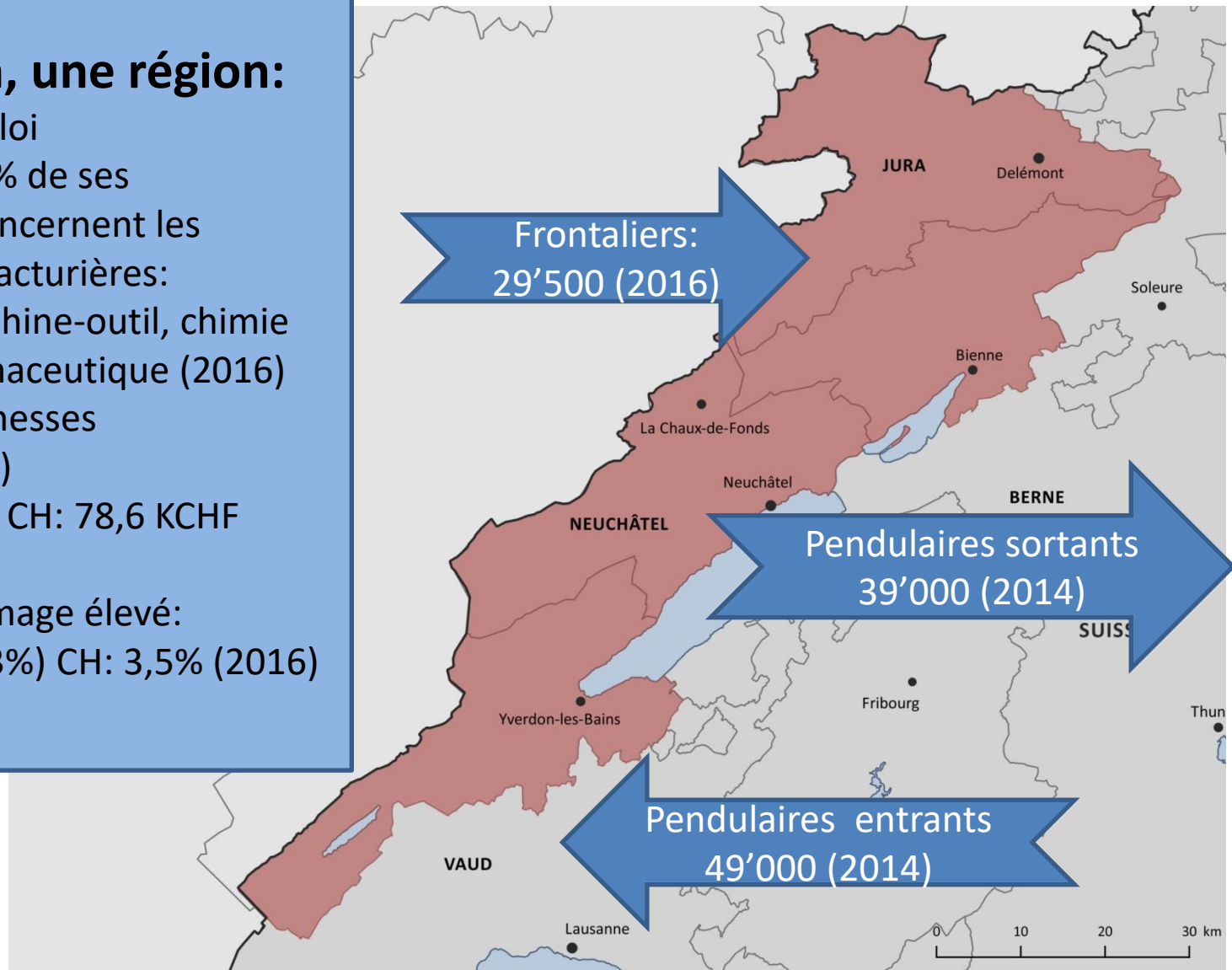
- créatrice d'emploi
- industrielle: 81% de ses exportations concernent les activités manufacturières: horlogerie, machine-outil, chimie industrie pharmaceutique (2016)
- créatrice de richesses PIB /hab (2014)
NE: 83,8 KCHF CH: 78,6 KCHF

MAIS

- au taux de chômage élevé:
AJ: 4,9% (NE:6,3%) CH: 3,5% (2016)

sources: OFS, OSTAJ

Situation



Mise en œuvre d'un développement territorial cohérent

Programme NPR cantonaux

Prog. intercantonal NPR Arc jurassien

PHR Economie Arc jurassien :
economie presentielle

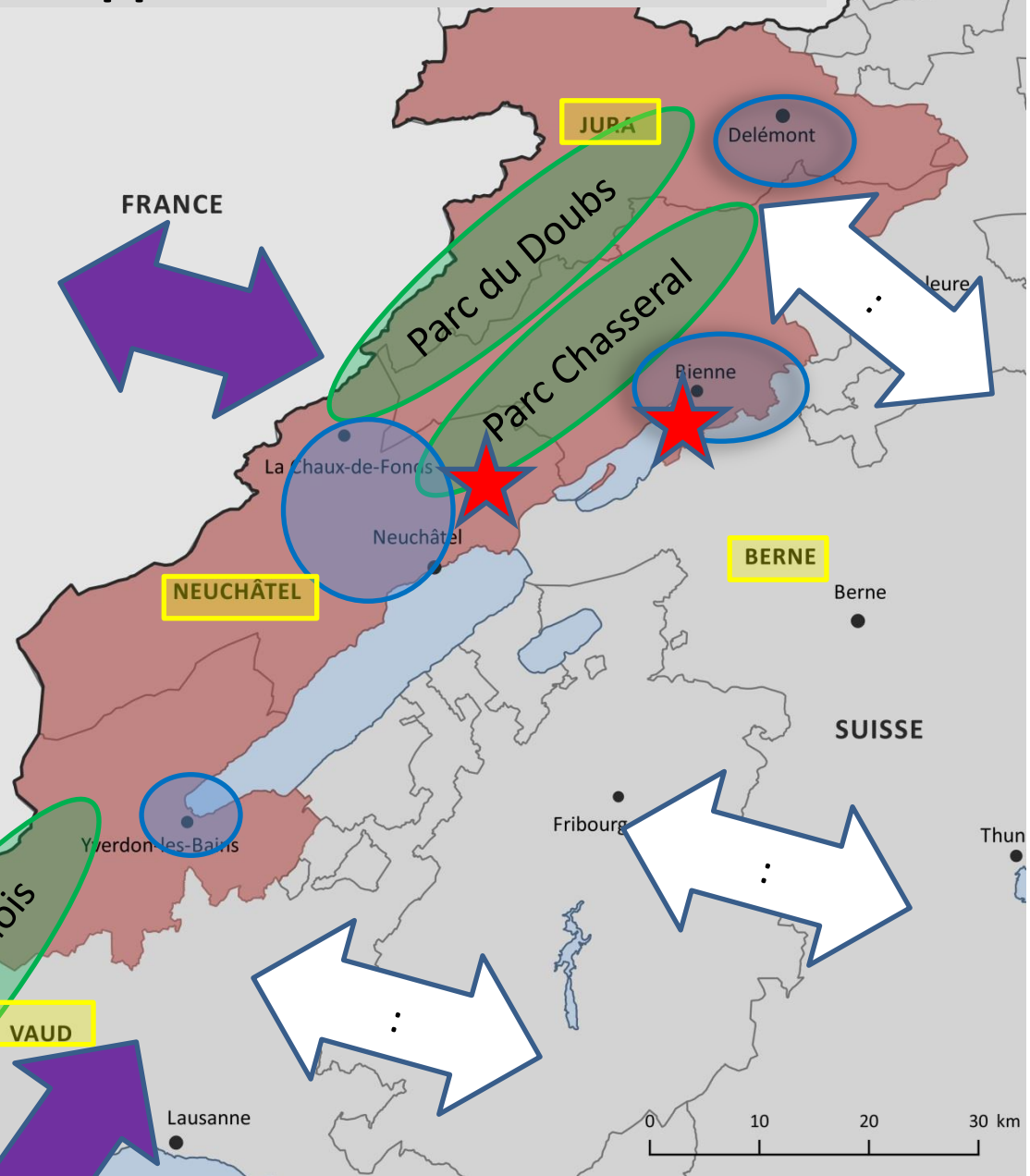
RIS Suisse occidentale

Interreg France-Suisse

Projets modèles 2014-2018

Projets d'agglomération

Parcs régionaux



Les enjeux

- L'Arc jurassien, une région industrielle, créatrice de richesse mais qui a de la peine à conserver le revenu de son activité sur son territoire:
 - limite de la NPR
 - importance du PHR Economie, qui permet d'expérimenter les zones «grises» de la NPR
- La coordination des outils entre eux
 - au sein d'un même instrument (ex: NPR): ok
 - entre instruments: plus difficile
- Passage de l'échelle cantonale à l'échelle intercantonale
 - demande une vision partagée et cohérente du territoire
 - nécessite des plates-formes de concertation



oberaargau

weil wir sind, wie wir sind

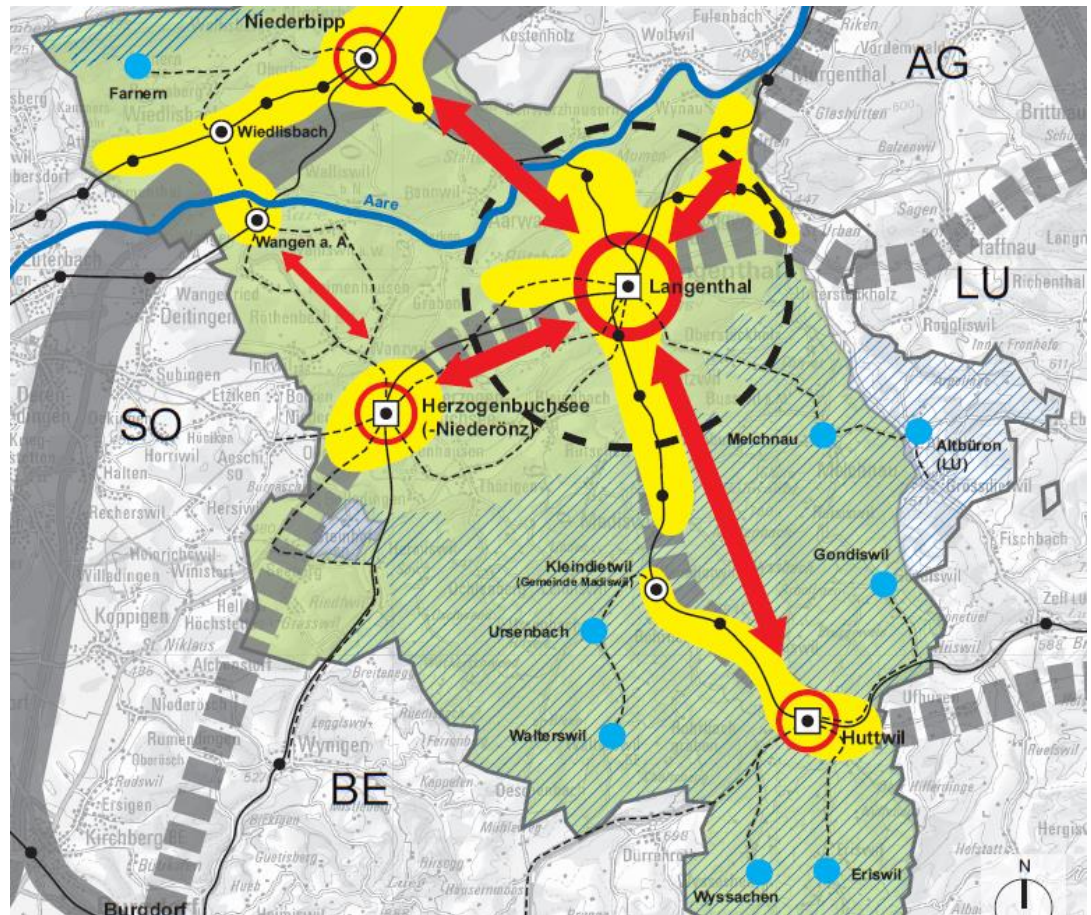
regiosuisse-Tagung KoRE
Die Region Oberaargau
Dienstag, 14. März 2017. Kongresshaus, Biel.

Stefan Costa, Geschäftsführer

Oberaargau: Facts



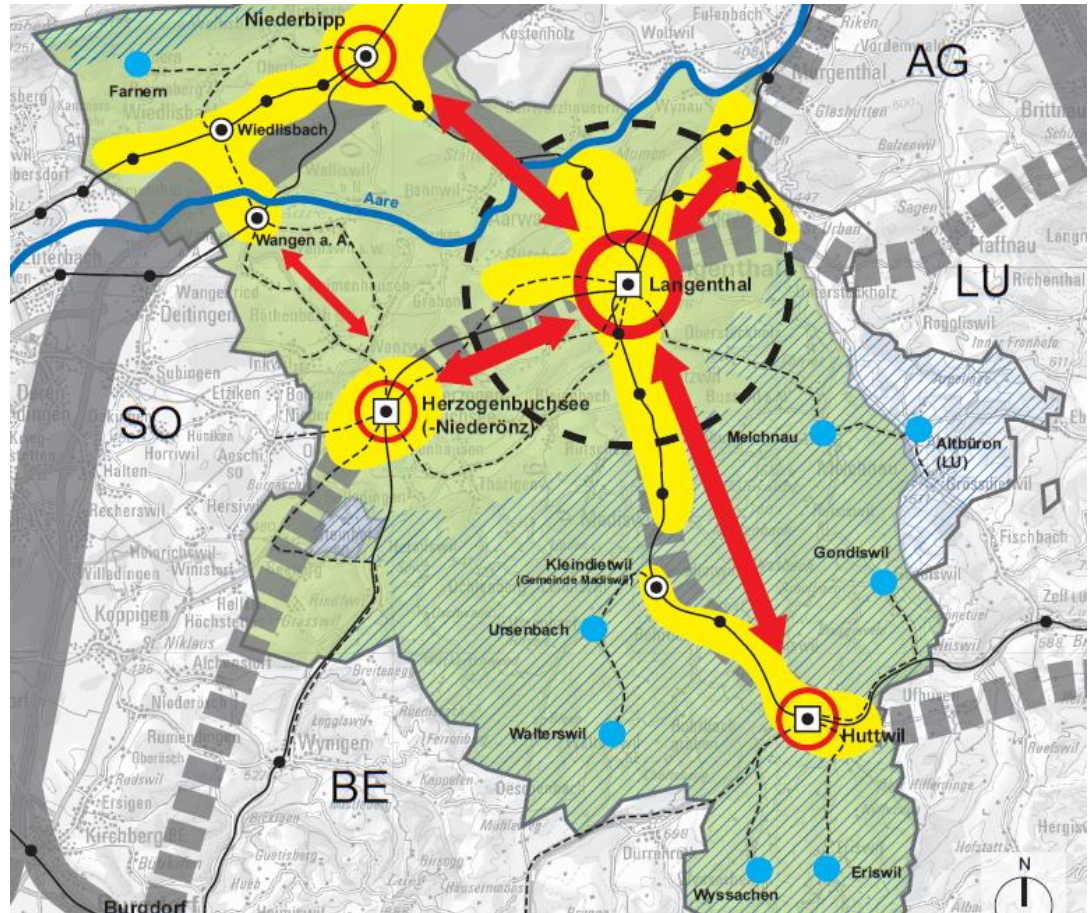
49 Gemeinden
80'000 Personen
350km² Fläche
Dreiklang



Oberaargau: Instrumente



AP V&S: Langenthal
ARE: Arbeitsregion
PRE: Agro-Tour
NRP: Perimeter OA





Oberaargau: Botschaften

Ziel:
kohärente
Entwicklung
des Raums

- **Vernetzung?
Vernetzung!**
- **Überblick verschaffen
respektive
ermöglichen!**
- **Der frühe Vogel
erwischt den Wurm!**

Rural-urban partnerships: Success factors and obstacles

Tamara Krawchenko
Economist/Policy analyst
Tamara.Krawchenko@oecd.org
www.oecd.org/gov/regional

**Regional Development Policy Division
Directorate for Public Governance and Territorial Development**

Développement cohérent du territoire : de la vision à la pratique

March 14, 2017, Bienne

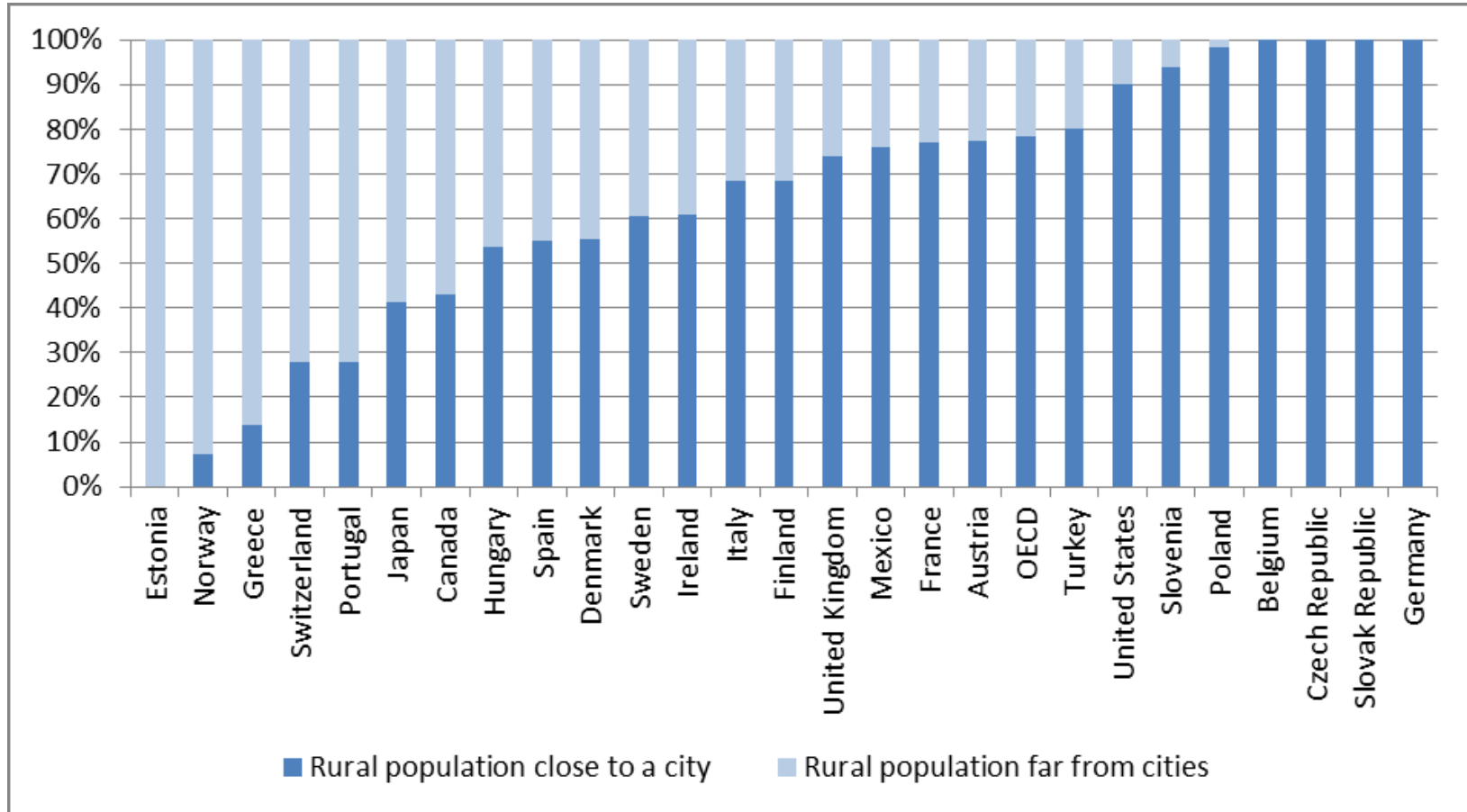


Outline

1. The role and importance of rural urban linkages
2. Factors that promote and hinder rural-urban partnership: Examples from the OECD
3. Promoting cross-sectoral coordination and cooperation



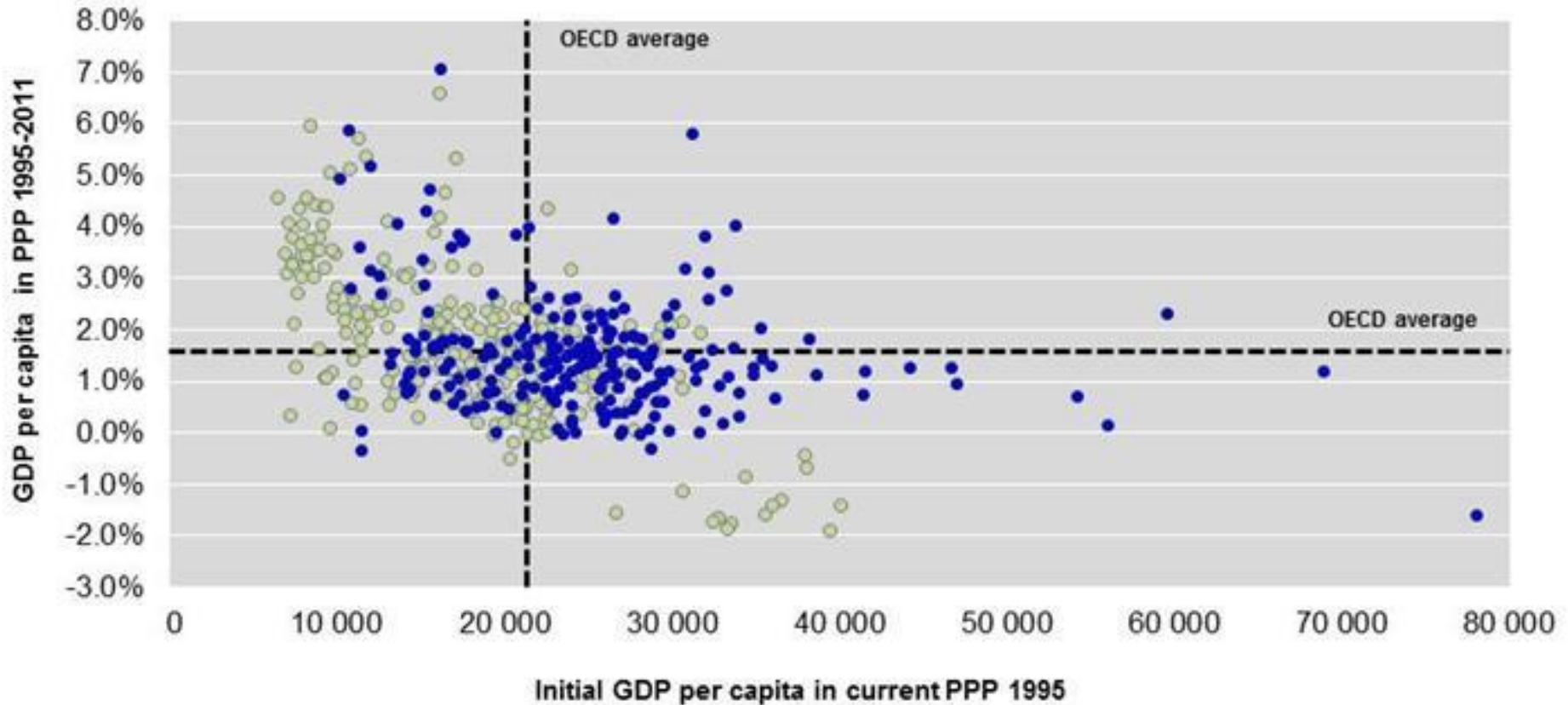
Urban and rural regions are increasingly integrated



In OECD countries, on average, almost 80% of rural population live close to an urban area (2012)

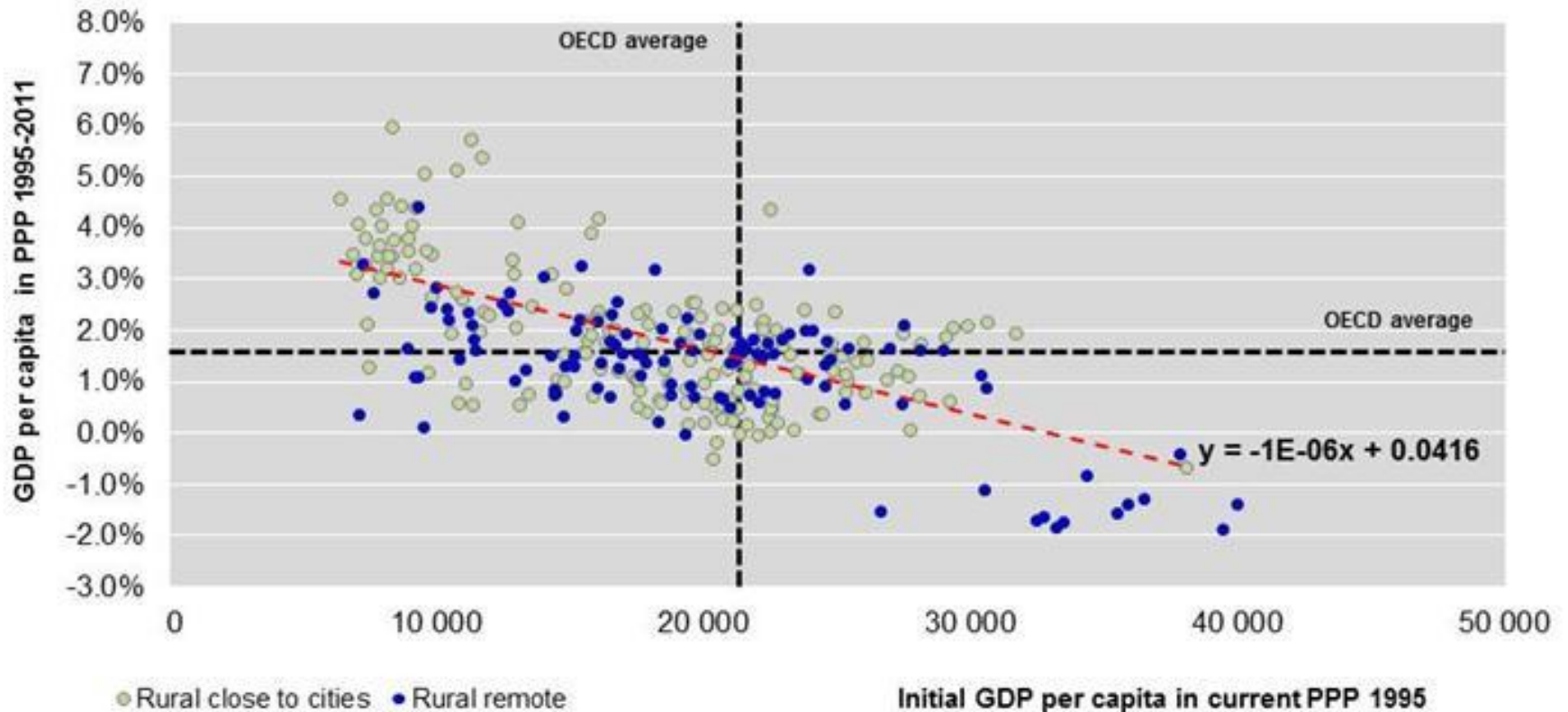


There is no single/unique path to growth...





Convergence forces in rural regions...





Convergence of rural regions...

	GDP pc levels				GDP pc growth	
	1995	2011	1995	2011	1995-2011	1995-2007
PU	25,518	32,623	119%	121%	1.51%	2.38%
IN	21,079	25,729	99%	96%	1.40%	2.21%
PR	18,661	23,579	87%	88%	1.69%	2.44%
PRC	17,905	23,214	84%	86%	1.90%	2.48%
PRR	19,940	23,711	93%	88%	1.23%	2.26%
all	21,355	26,852	100%	100%	1.57%	2.36%

... driven primarily by rural close to cities.

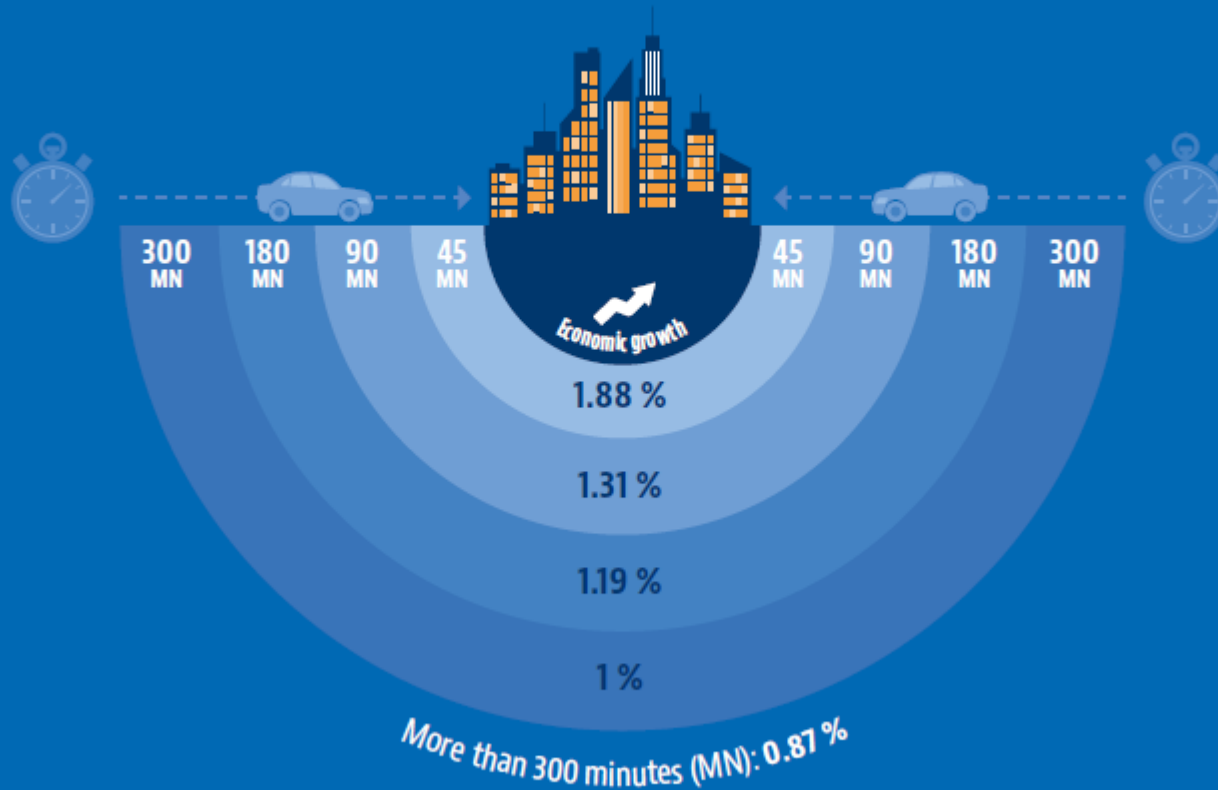
➤ Rural regions close to cities have been resilience during the crisis



Connectedness to cities benefit surrounding regions?

Economic growth increases with nearness to large cities

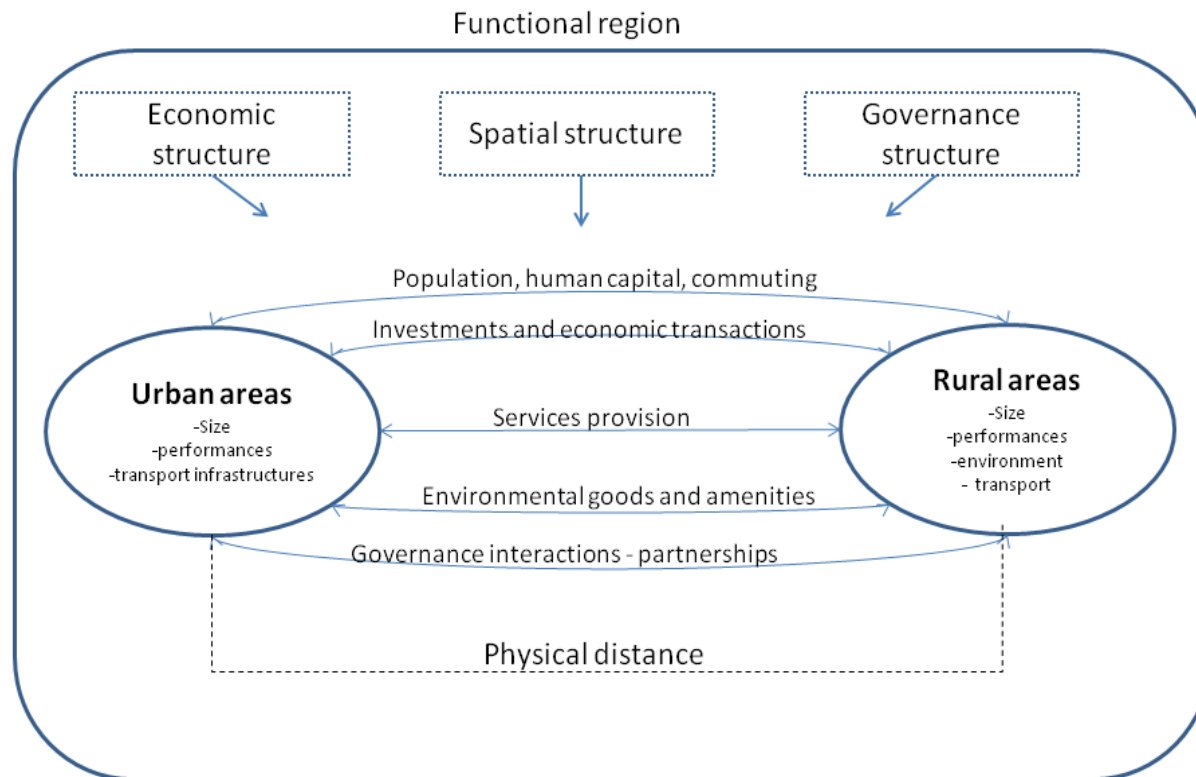
Regional yearly growth rates of GDP per head (1995-2010) and driving time to the closest large metropolitan area of 2 million or more inhabitants in OCDE countries





Rural – urban partnerships are driven by functional linkages

- **Labour market flows are key, but there are other crucial Rural-Urban interactions**
 - ❖ The spatial scale to consider depends on the **purpose of the partnership**
 - ❖ The spatial scale of cooperation should be **flexible**

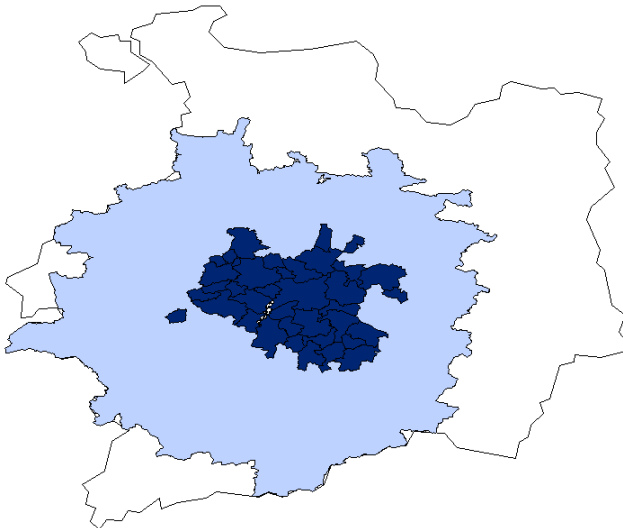




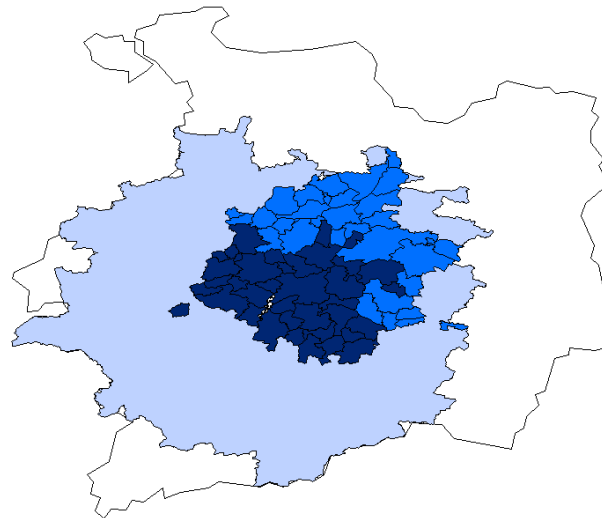
The spaces of Rural-Urban co-operation

The case of Rennes: different geographies for different functions

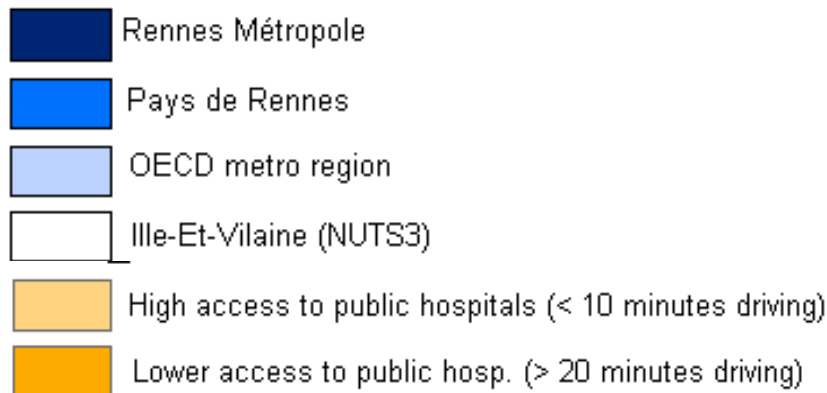
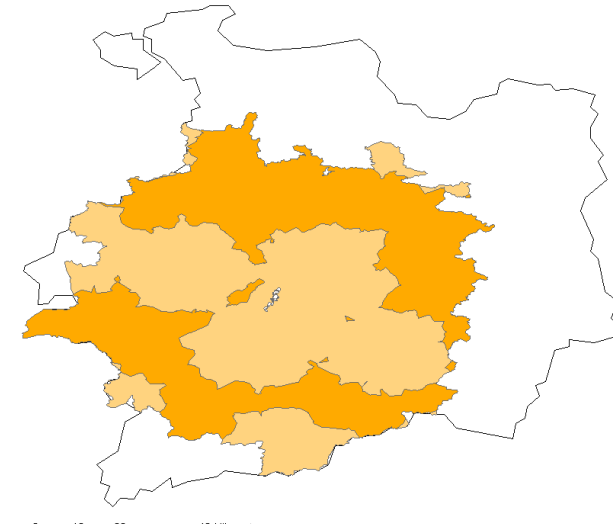
Rennes Métropole (main rural partnership)



Planning activity at the level of the Pays de Rennes



Different access to public services (e.g. public hospitals)



- ✓ there are different regions for different functions
- ✓ high discrepancy among administrative regions and functional territories



Rural – Urban partnerships can help reach common development objectives

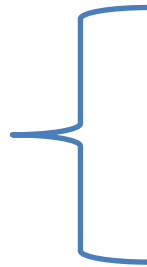
Category	Focus of co-operation
Economic development	Territorial promotion
	Supply chain
	Urban agriculture
Natural assets management	Management of water sources
	Biodiversity
	Land-use management
	Landscape and environmental preservation
Service provision	Transport
	Healthcare, social care, education
	Waste disposal
Political relevance/ access to funds	Political relevance/visibility
	Advocacy for funding



Building effective and sustainable rural-urban partnerships: a strategy

Matching

...the appropriate scale



1. Better understanding of Rural-Urban conditions and interactions

2. Addressing territorial challenges through a functional approach

Engagement

...including relevant stakeholder

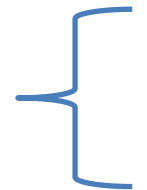


3. Working towards a common agenda for urban and rural policy

4. Building an enabling environment for Rural-urban partnerships

Learning

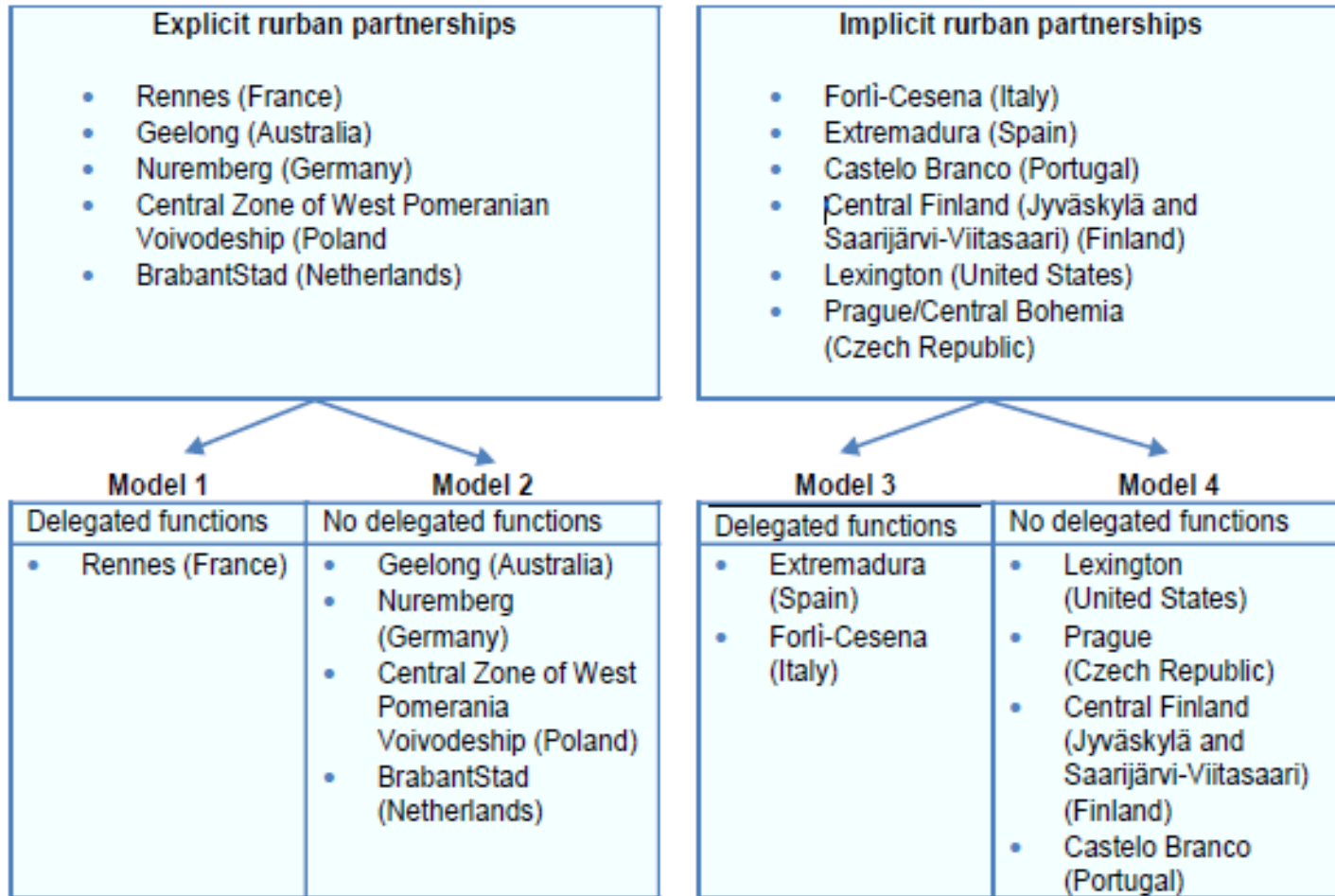
...to be more effective



5. Clarifying the partnership objectives and related measures



The main governance approaches to rural-urban partnerships





Factors that promote rural-urban partnership

	Understanding of the interdependence of rural and urban areas	Mutual understanding of the need to act in concert	Clearly defined objectives	Representational membership and democratic participation	Leadership
Rennes, France	X	X	X	X	X
Geelong, Australia	X	X	X	X	X
Nuremberg, Germany	X	X	X	X	X
Central Zone Poland	X	X			
Brabant, Netherlands	X	X	X	X	X
Prague, CZ			X		
Forlì-Cesena, Italy	X	X	X	X	X
Extremadura, Spain			X	X	
Castelo Branco, Portugal			X	X	
Central Finland (Jyväskylä and Saarijärvi-Viitasaari)			X	X	
Lexington, Kentucky, USA			X	X	



Factors that hinder rural-urban partnership

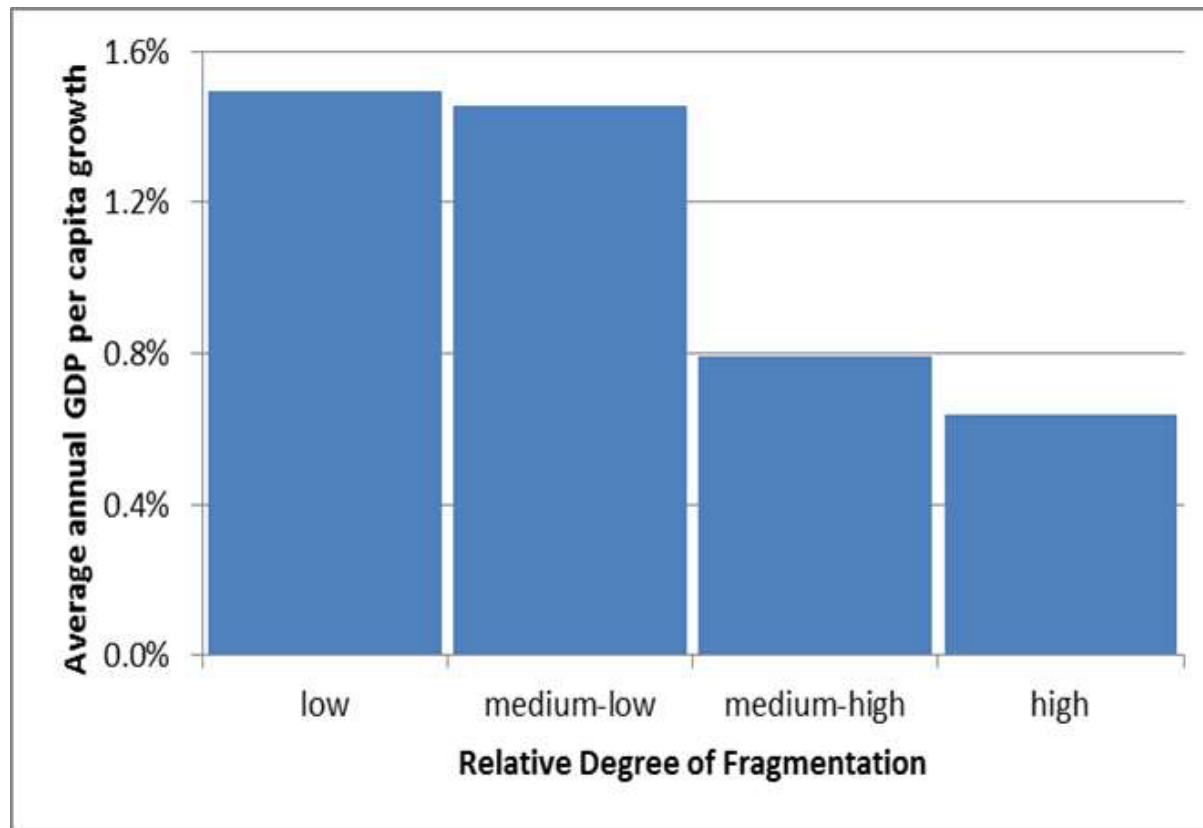
Regulatory and political barriers:	Lack of trust/social capital	Lack of partnership buy in/incentives to partner	Policies that widened vs shrinking the gap between rural and urban areas	Low Private sector involvement
------------------------------------	------------------------------	--	--	--------------------------------

Rennes, France				X
Geelong, Australia				X
Nuremberg, Germany				
Central Zone Poland		X		X
Brabant, Netherlands				
Prague, CZ	X	X	X	X
Forli-Cesena, Italy				
Extremadura, Spain			X	X
Castelo Branco, Portugal		X		X
Central Finland (Jyväskylä and Saanjärvi-Viitasaari)				X
Lexington, Kentucky, USA	X	X	X	X



The link between governance and the performance of functional metro areas

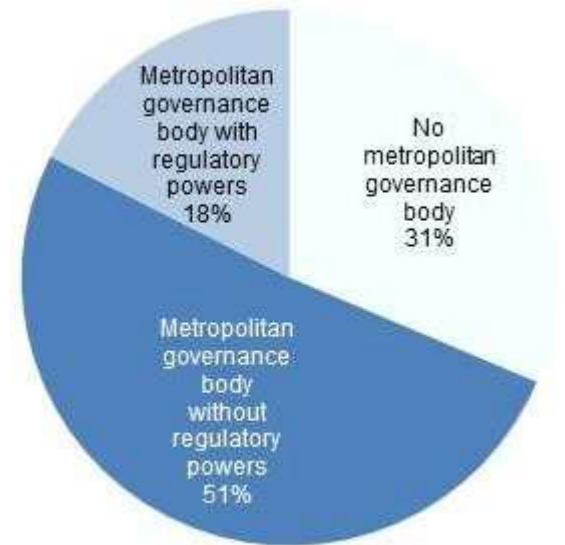
- Fragmentation of a metropolitan area into many municipalities reduces per capita GDP and productivity
 - A doubling of the number of municipalities per 100,000 inhabitants reduces productivity by 6%





Improving the governance of functional metro areas

- Negative impact of fragmentation can be reduced through organisations that coordinate policies in functional metro areas
 - Approximately half of the productivity penalty from municipal fragmentation disappears when governance bodies exist
- Metropolitan governance bodies are common throughout the OECD, but only 18% have regulatory powers

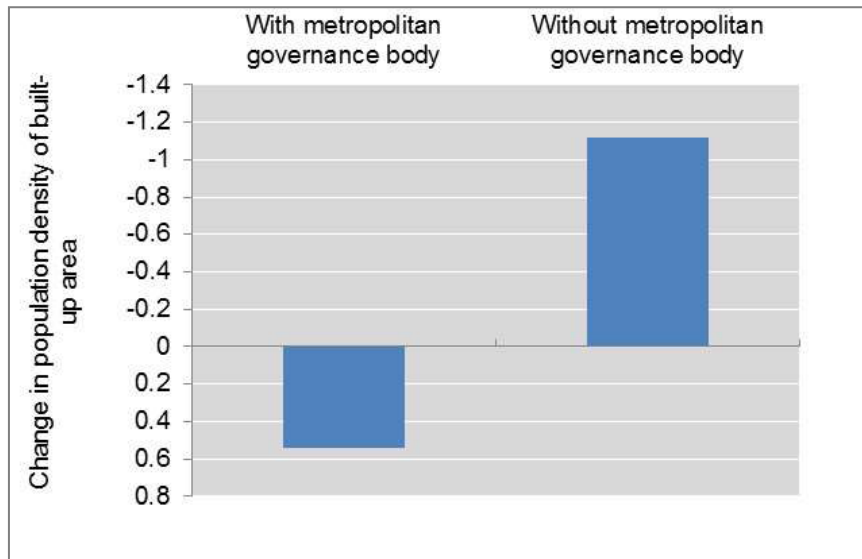




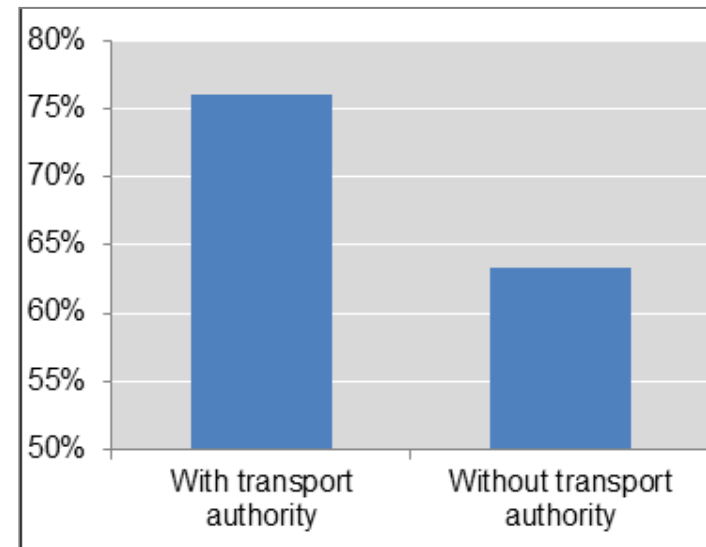
Other gains from governing functional metro areas at the relevant scale

- Governance bodies also lead to better outcomes in several other dimensions

Sprawl



Satisfaction with Public Transport





The potential of strategic spatial plans for integrated (multi-sectoral) approaches

Strategic spatial plans for Functional Urban Areas

- **France** and the *Schéma de cohérence territoriale*

Alternative approaches

- **Prague and Lodz** and the EU's Integrated Territorial Investments
- **Amsterdam** and informal metropolitan governance



OECD Key principles for place-based policies

- I. Use of regional *specific assets* and smart specialisation (or to create absolute advantages to stimulate competition & experimentation across regions)
- II. Create *complementarities* among sectoral policies at the regional (or local) level
- III. Use of *multi-level governance* mechanisms for aligning objectives & implementation



Thank you

For more information
on any of our
projects or reports:

Tamara.Krawchenko
@oecd.org





Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie
de la recherche et de la formation DEFR
Secrétariat d'État à l'économie SECO
Direction de la promotion économique

PHR Économie

Programme pilote Territoire d'action Économie 2016–2019

Conférence regionsuisse «Développement cohérent du territoire: de la vision à la pratique»

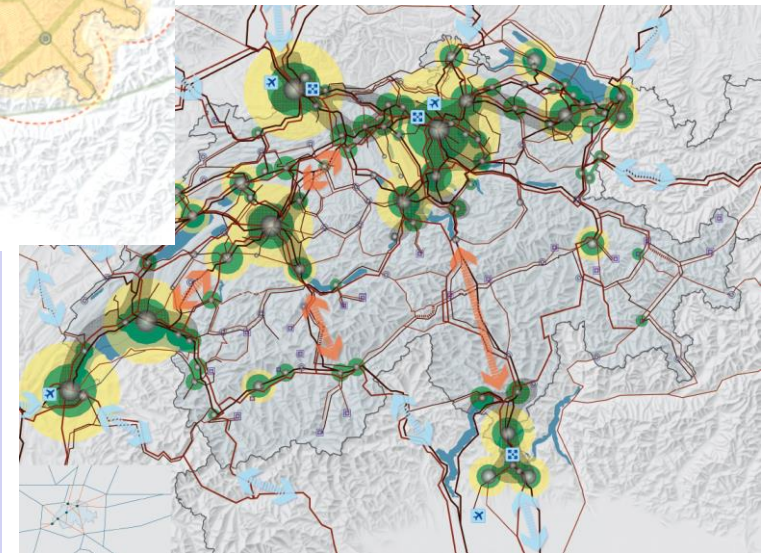
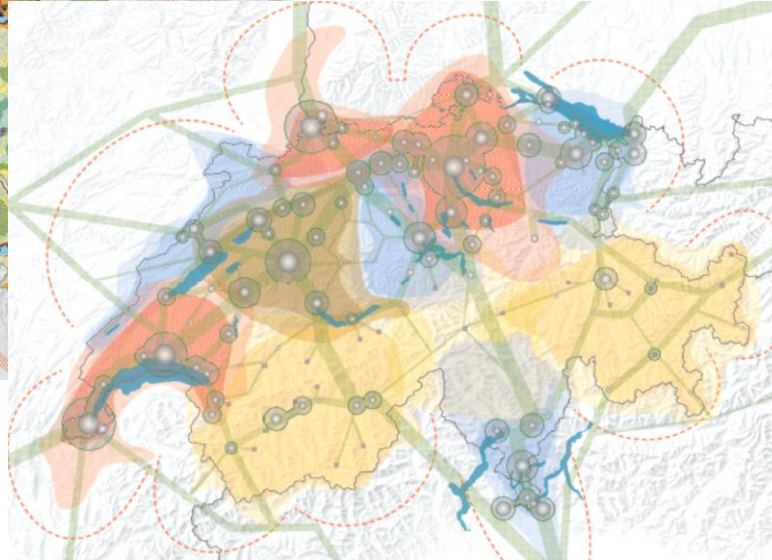
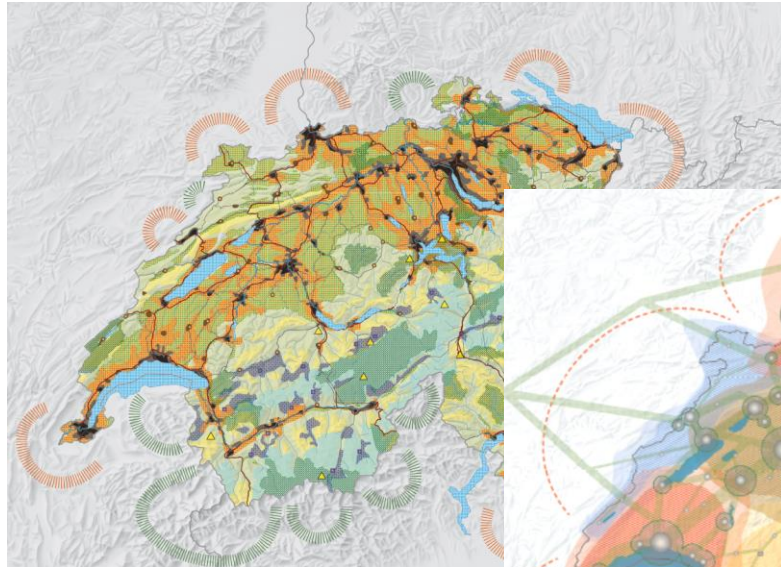
Bienne, 14 mars

Sabine Kollbrunner

Secrétariat d'État à l'économie, Politique régionale et d'organisation du territoire



Origine: Projet de territoire Suisse



Raumkonzept
Schweiz

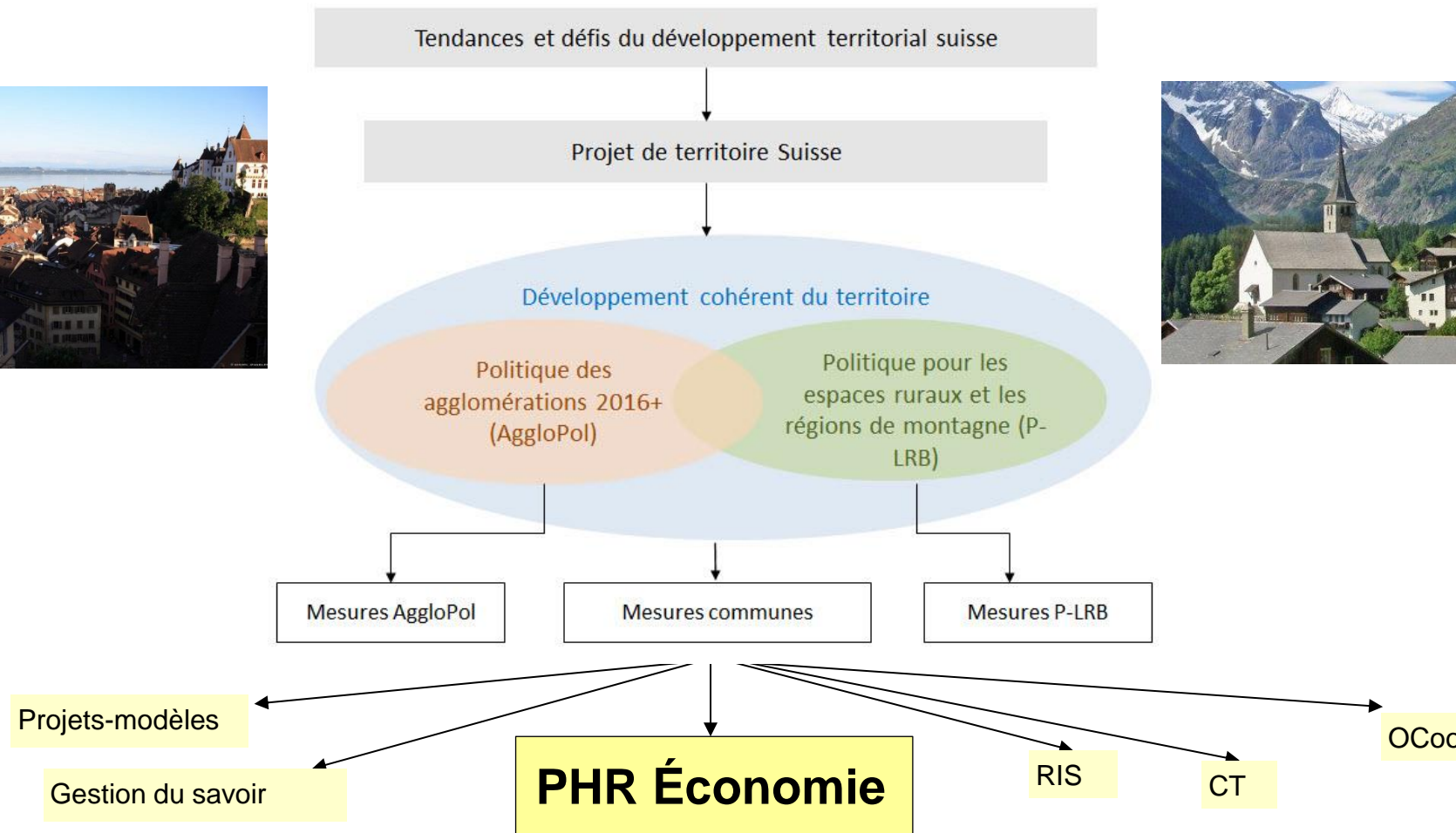
Schweizerischer Bundesrat
Konferenz der Kantonsregierungen
Schweizerische Bau-, Planungs-
und Umweltdirektoren-Konferenz
Schweizerischer Städteverband
Schweizerischer Gemeindeverband

Projet de territoire Suisse 2012

Cadre d'orientation commun et aide à la décision pour le développement futur du territoire national, destinés aux communes, aux villes, aux cantons et à la Confédération



Cadre: AggloPol et P-LRB





Orientation thématique: NPR

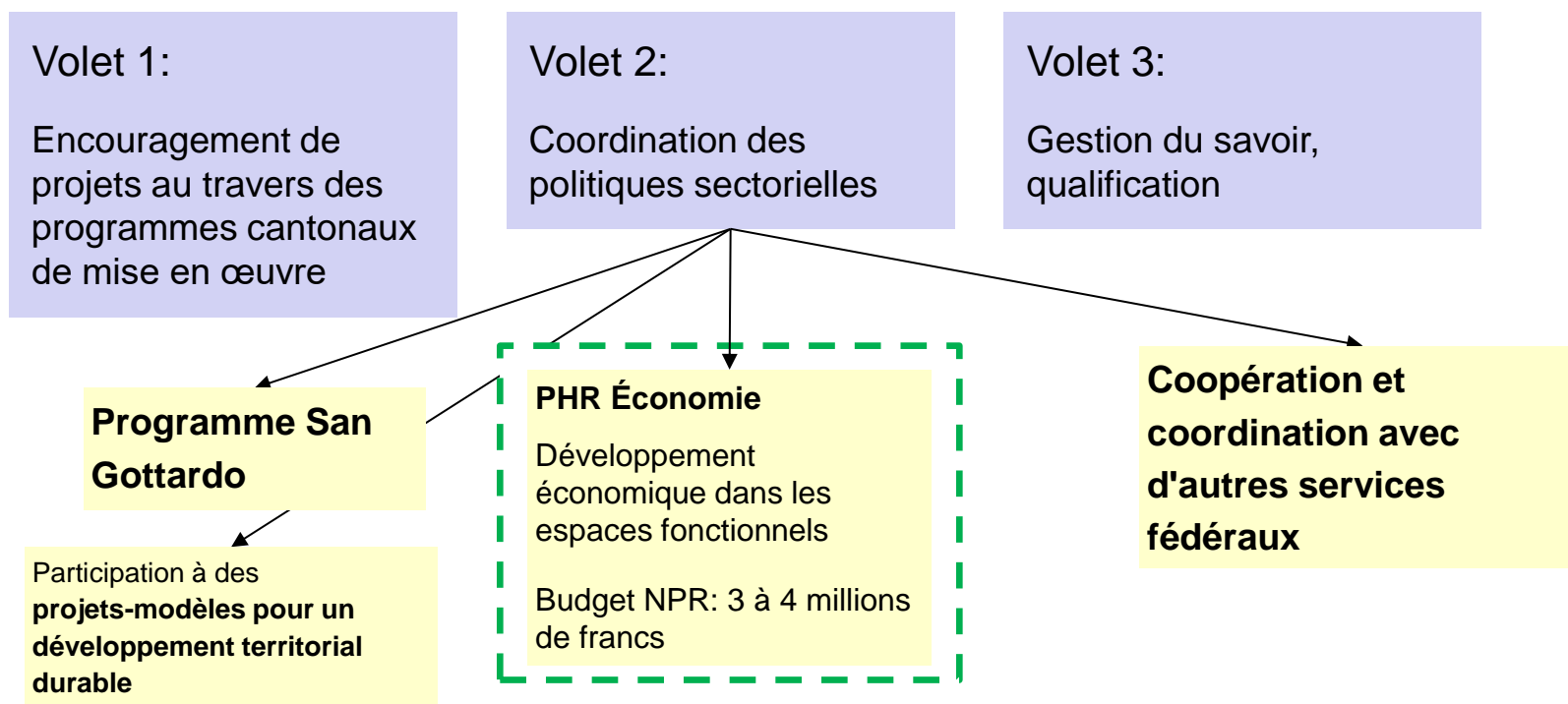
Nouvelle politique régionale (NPR)

Objectif:

Renforcer la compétitivité des régions et créer des emplois dans les espaces ruraux, les régions de montagne et les régions frontalières.



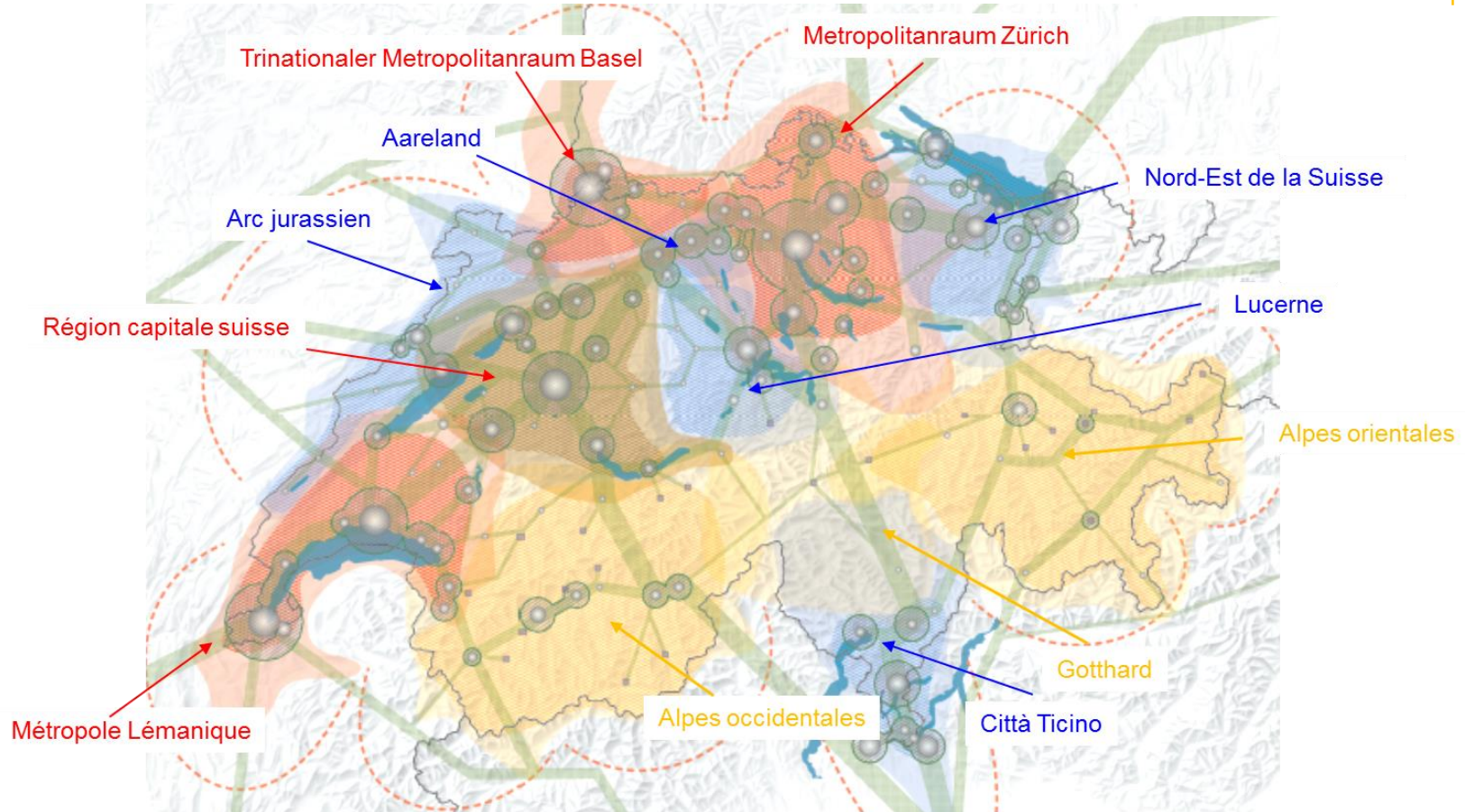
Neue Regionalpolitik **npr**
Nouvelle politique régionale **npr**
Nuova politica regionale **npr**





Approche du PHR Économie

Territoires d'action reposant sur de grands centres urbains
Territoires marqués par des villes de taille petite à moyenne
Territoires d'action de l'espace alpin



Quelle importance les territoires d'action du Projet de territoire Suisse ont-ils pour le développement économique des régions?



Axes stratégiques du PHR Économie

Problématique générale

Comment le Projet territoire Suisse se traduit-il dans la pratique? À quels défis et problématiques les territoires d'action tels que définis par Projet de territoire suisse permettent-ils de répondre?

Axes stratégiques du PHR Économie

- **Interdépendance fonctionnelle entre ville et campagne**
Rôle moteur et mise en réseau
- **Secteur privé et spécialisations**
Coopération secteur privé – pouvoirs publics
Renforcer les potentiels, ne pas vouloir tout partout
- **Interdépendance horizontale et verticale**
Mise en réseau des politiques sectorielles et répartition des tâches



Projets concrets

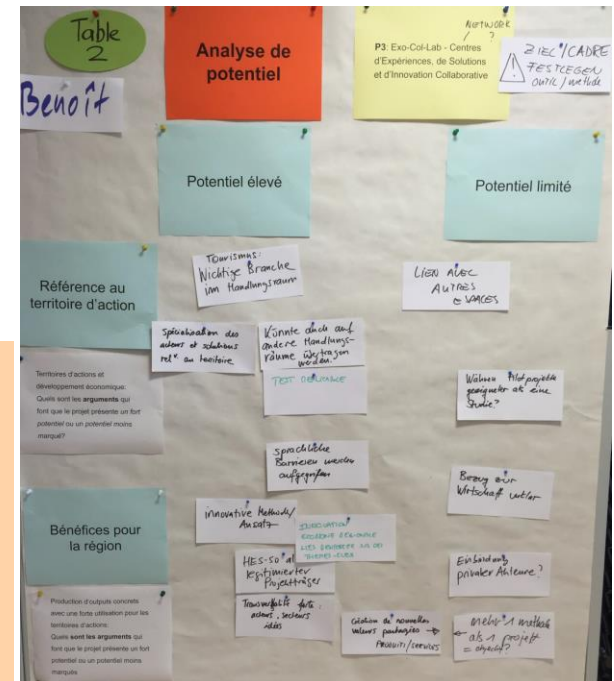
Par territoire d'action, soutien d'un projet du PHR Économie lancé par des acteurs régionaux

Exigences applicables aux projets

- Avantage économique pour la région
- Projets à l'interface d'autres politiques sectorielles
- Assise régionale de l'organisme responsable du projet
- Périmètre: territoire d'action selon Projet de territoire Suisse

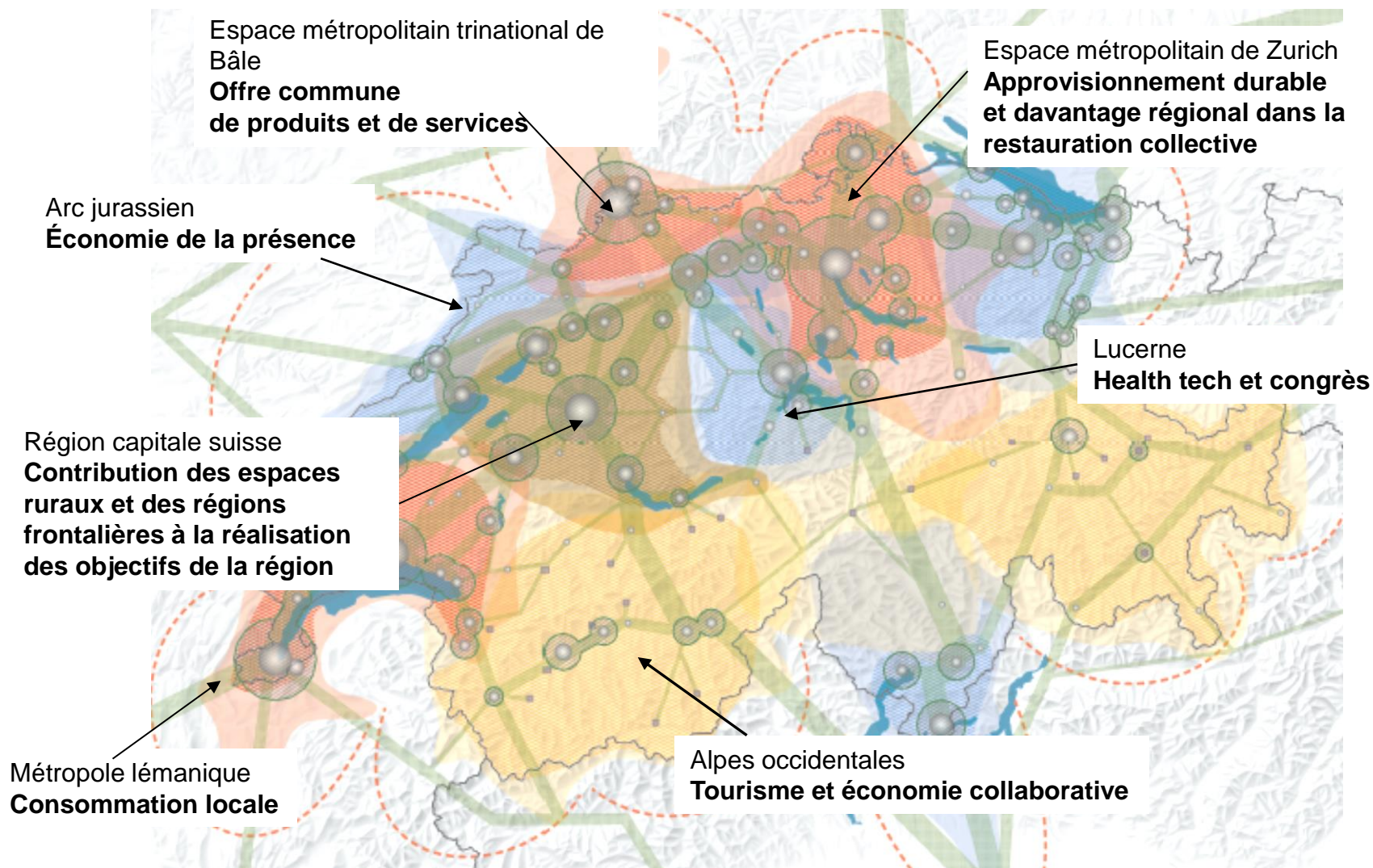
Élaboration du projet

1. Remise d'idées de projet (mars 2016)
2. Consolidation en ateliers par territoire d'action (juin 2016)
3. Remaniement des projets (jusqu'à septembre 2016)
4. Finalisation et mise en œuvre (dès début 2017)





Mise en œuvre de sept projets





Autres territoires d'action

- **Région du Gotthard**

Dispose déjà d'un soutien substantiel via la NPR

- **Région du Nord-Est de la Suisse + Città Ticino**

Pas d'idée de projet répondant aux objectifs du PHR Economie

- **Aareland**

Abandon du remaniement du projet, qui est trop focalisé sur la recherche

- **Alpes orientales**

Abandon du remaniement du projet

Focalisation insuffisante sur les aspects territoriaux et relevant de l'économie régionale



Résultats attendus

- Encourager le **développement de l'économie régionale** par des projets concrets dans les territoires d'action
 - Projets de la région, pour la région et impliquant des acteurs de la région
 - Projets s'articulant autour de thématiques importantes pour la région

- Conclusions concernant la **portée des territoires d'action**
 - Quelle portée ont les territoires d'action du Projet territoire Suisse pour le développement économique régional?

Ces conclusions doivent être intégrées aux politiques fédérales, en particulier à la NPR.



Mise en œuvre des projets et évaluation

- **Mise en œuvre** des sept projets: 2017–2019
- Mise en œuvre par les **acteurs** sous la direction du partenaire principal (interlocuteur du SECO)
- **Groupe d'accompagnement** Confédération pour la sélection, la mise en œuvre et l'évaluation (SECO, ARE, autres services fédéraux)
- **Évaluation** et décision sur la poursuite éventuelle: 2019
- **Échange d'expériences** entre les projets: conférence sur le développement cohérent du territoire (14.3.2017) et 2019/2020
- Communication via **regiosuisse.ch**



Marché aux projets

Renseignez-vous sur
les différents projets
en visitant le marché
aux projets!





Questions

Contact

Sabine Kollbrunner

Secrétariat d'État à l'économie SECO

Secteur Politique régionale et d'organisation du territoire, DSRE

058 462 22 64, sabine.kollbrunner@seco.admin.ch

*Strukturwandel im Schweizer Berggebiet:
Verfügt der Bund über eine adäquate
Strategie und die richtigen Instrumente?*

Tagung Regiosuisse

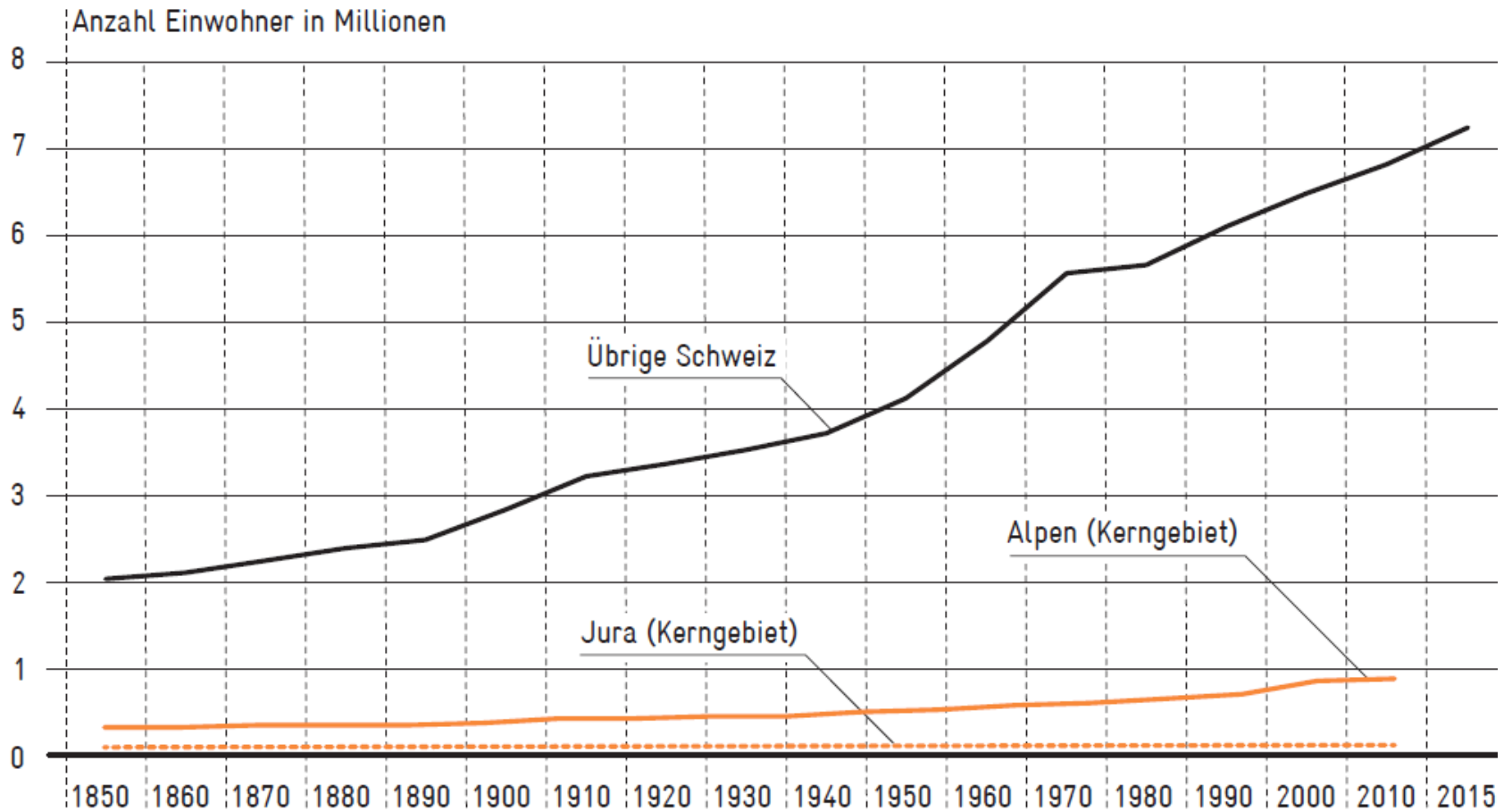
Kohärente Raumentwicklung

Biel, 14. März 2017

Dr. Daniel Müller-Jentsch

Senior Fellow, Avenir Suisse

Bevölkerungsentwicklung der Schweiz (1850-2015)



Quelle: Wirtschaftsforum Graubünden, BFS

Berggebiet unter Druck

Strukturelle Nachteile des alpinen Raums: Periphere Lage, hohe Infrastrukturkosten, geringe Wertschöpfung, niedriges Wachstum. Hinzu kommen:

→ **Demografischer Wandel:** Niedrige Geburtenraten, Überalterung, Abwanderung aus entlegenen Talschaften, «Brain-Drain»

→ **Strukturwandel Bergtourismus:** Wettbewerbsdruck, Investitionsstau, viele kleine Betriebe, starker Franken, milde Winter etc.

→ **Strukturwandel Zweitwohnungssektor:** Wegbrechende Wertschöpfung im Baugewerbe, gesättigte Nachfrage, «kalte Betten»

→ **Strukturwandel Energiesektor:** Niedrige Strompreise, Profitabilität der Wasserkraft wird in Frage gestellt, neue Projekte kaum mehr finanzierbar

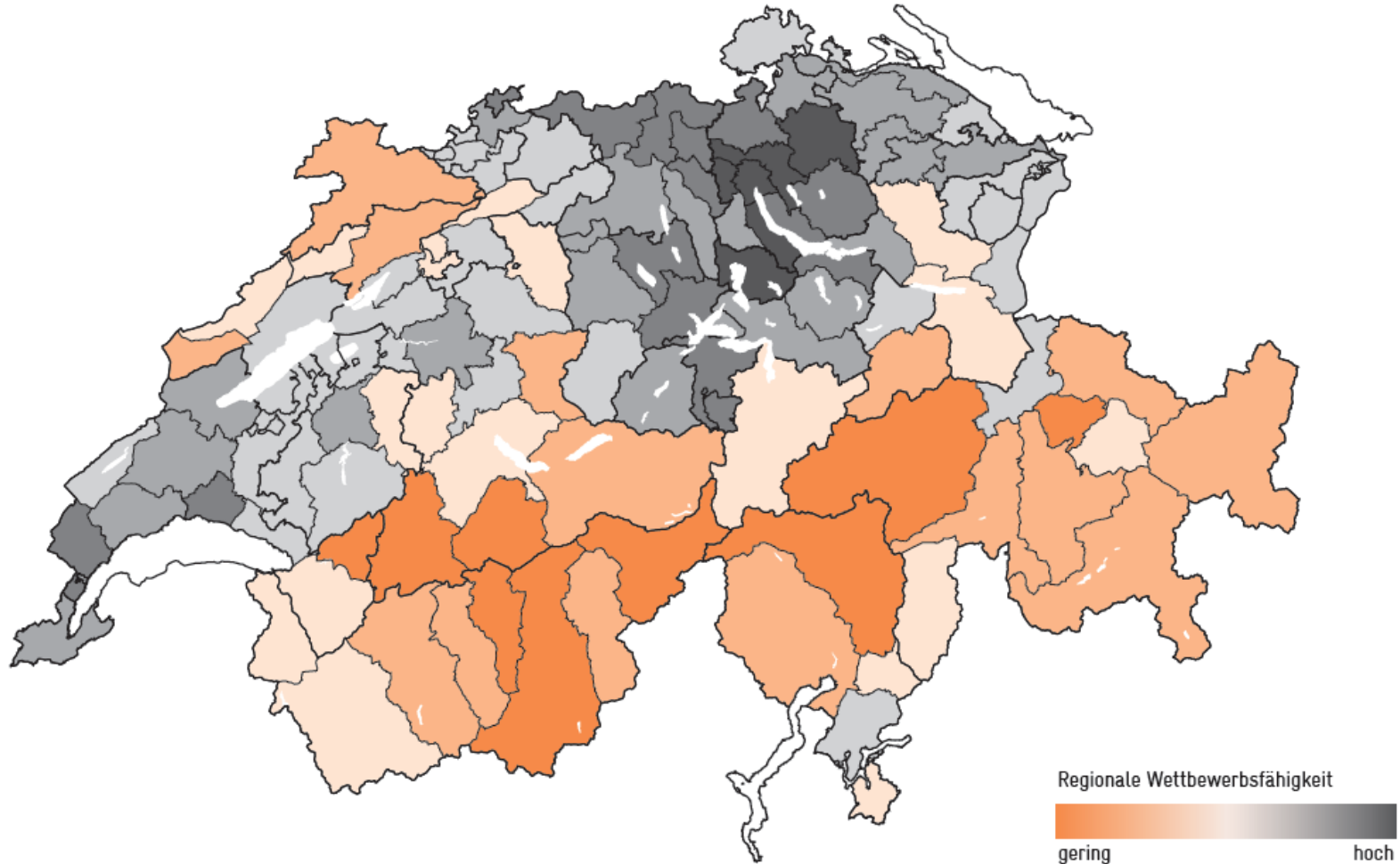
→ **Zentrale Quellen der Wertschöpfung werden in Frage gestellt.**

Die «obere Hälfte» der Schweiz (>1080 m)



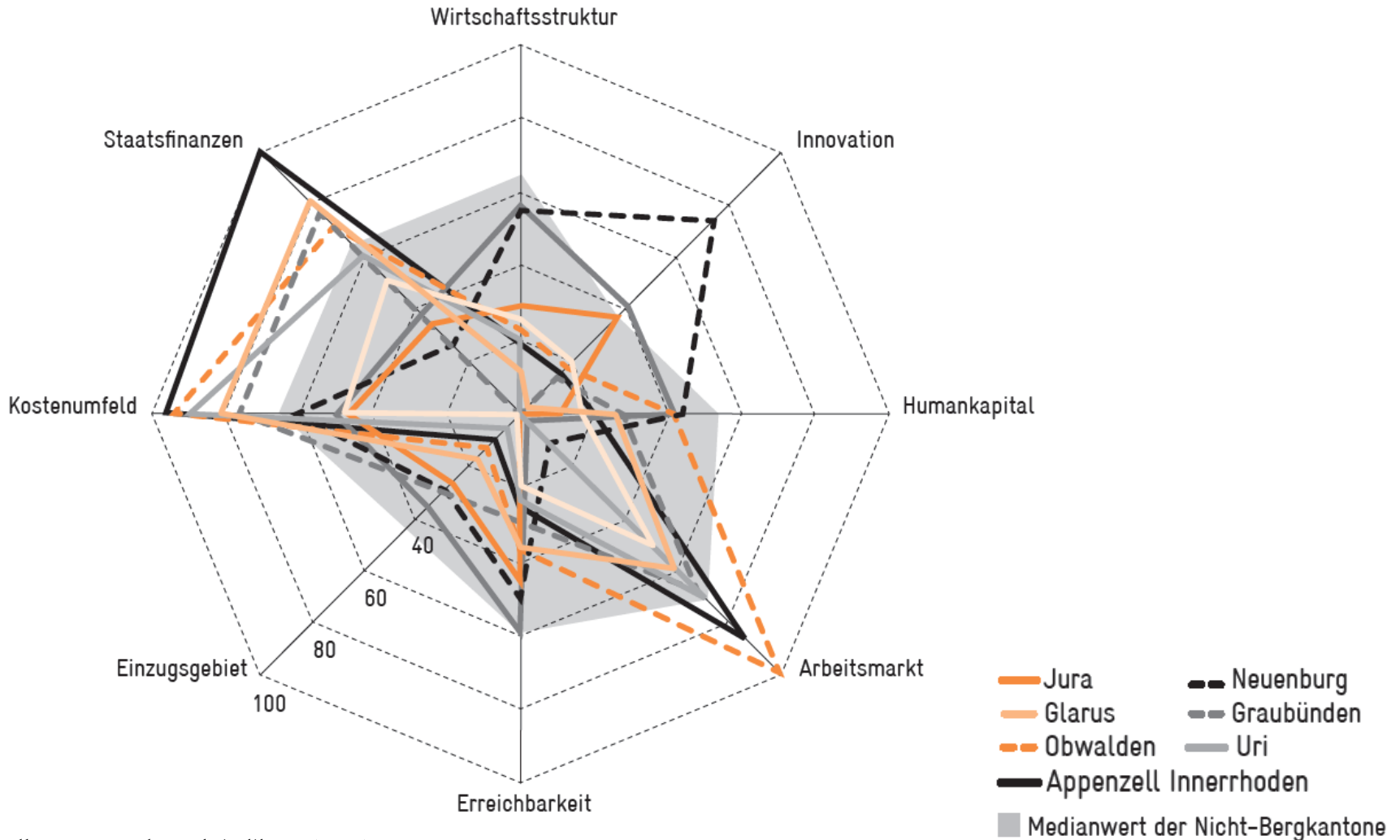
Quelle: ARE (Arealstatistik, 2005)

Wettbewerbsfähigkeit der Regionen in der Schweiz



Quelle: UBS 2016

Wettbewerbsfähigkeit ausgewählter Bergkantone

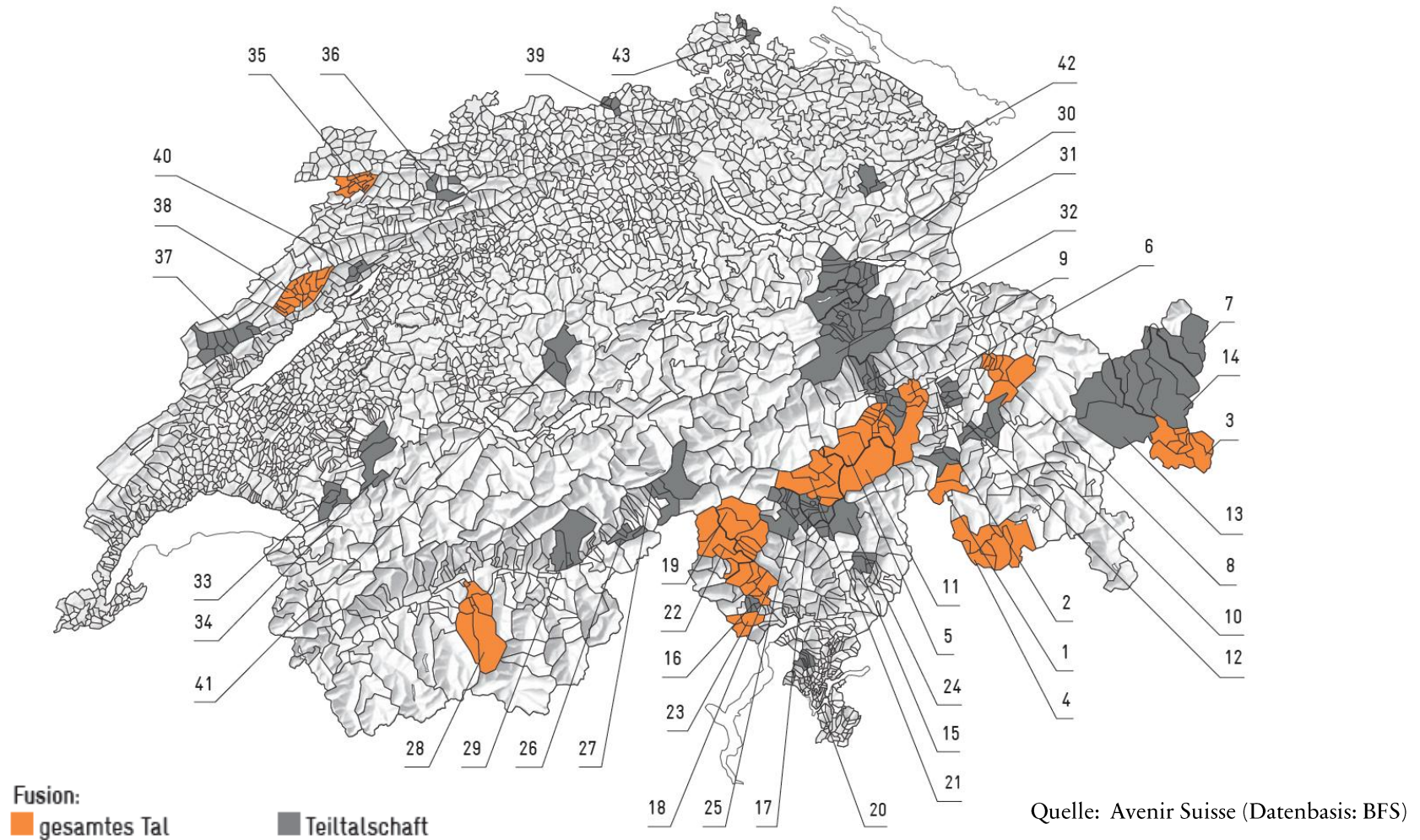


Quelle: UBS-Wettbewerbsindikator (2016)

Mögliche Quellen künftigen Wachstums

- ✓ **Nähe zu Zentren des Mittellandes** (Glarus, Unterwallis, Berner Oberland etc.)
 - ✓ **Eigene Zentren** (alpine Städte und Agglomerationen)
 - ✓ **Tourismuszentren** (Destinationen, gute Infrastruktur)
 - ✓ **Industriezentren** (Uhrencluster, grosse Industriebetriebe)
 - ✓ **Bildungszentren** (Sitten, Chur, Tessin)
 - ✓ **Innovationen in Handwerk, Land- und Forstwirtschaft**
 - ✓ **Gegenpol zum «Dichtestress» im Unterland** (viel Raum, Ruhe, Authentizität)
 - ✓ **Zweitwohnungsbesitzer** (Unternehmer, Investoren, Knowhow-Träger)
- **Räumlich differenzierte Strategien (region. SWOT-Analysen).**

(1) Talschaftsfusionen: Trend zur Talgemeinde (2000-2015)



(1) Talschaftsfusionen: Das Tal als «Handlungsraum»

Die Talschaft als wichtigster funktionaler Raum des Berggebietes:

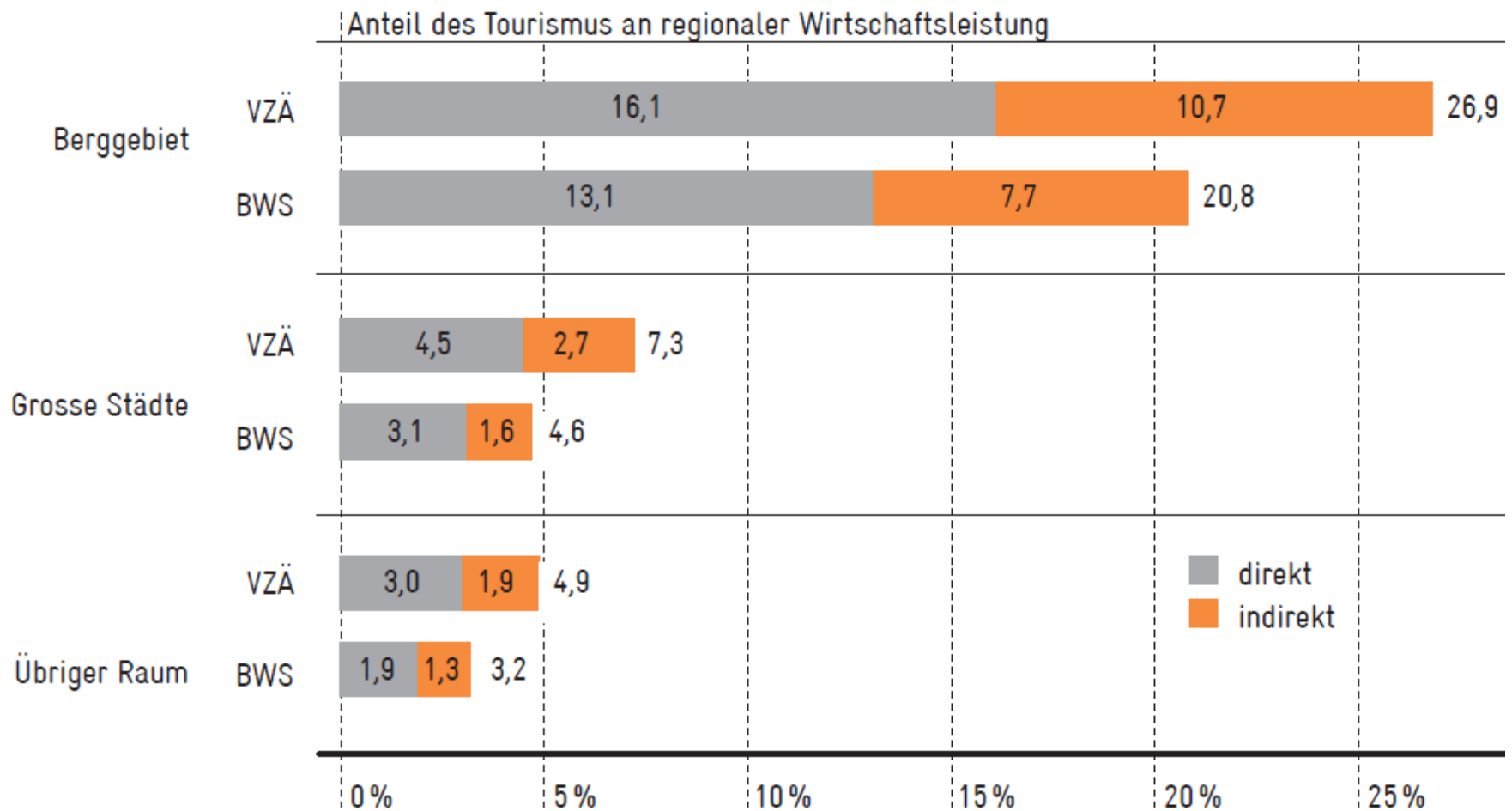
- Landschaftskammer als räumliche, soziale, wirtschaftliche Einheit
- «Multifunktionale Talböden»: Bedarf für raumplanerische Koordination
- Historische Bedeutung der Talschaften

Der bislang nicht identifizierte Trend zu Talschaftsfusionen:

- 43 Talschaftsfusionen (1/3 gesamtes Tal, 2/3 Teiltalschaften)
- Durchschnittlich: 5,5 Gemeinden, 3500 Einwohner, 134 km²
- Hohe Akzeptanz, denn Talschaften sind auch «Identitätsräume»
- Gemeindestrukturen in Glarus (von 25 auf 3 Gemeinden)
- Gebietsreformen, z.B. in GR 11 Regionen (statt Kreise, Reg-verb., Bezirke)

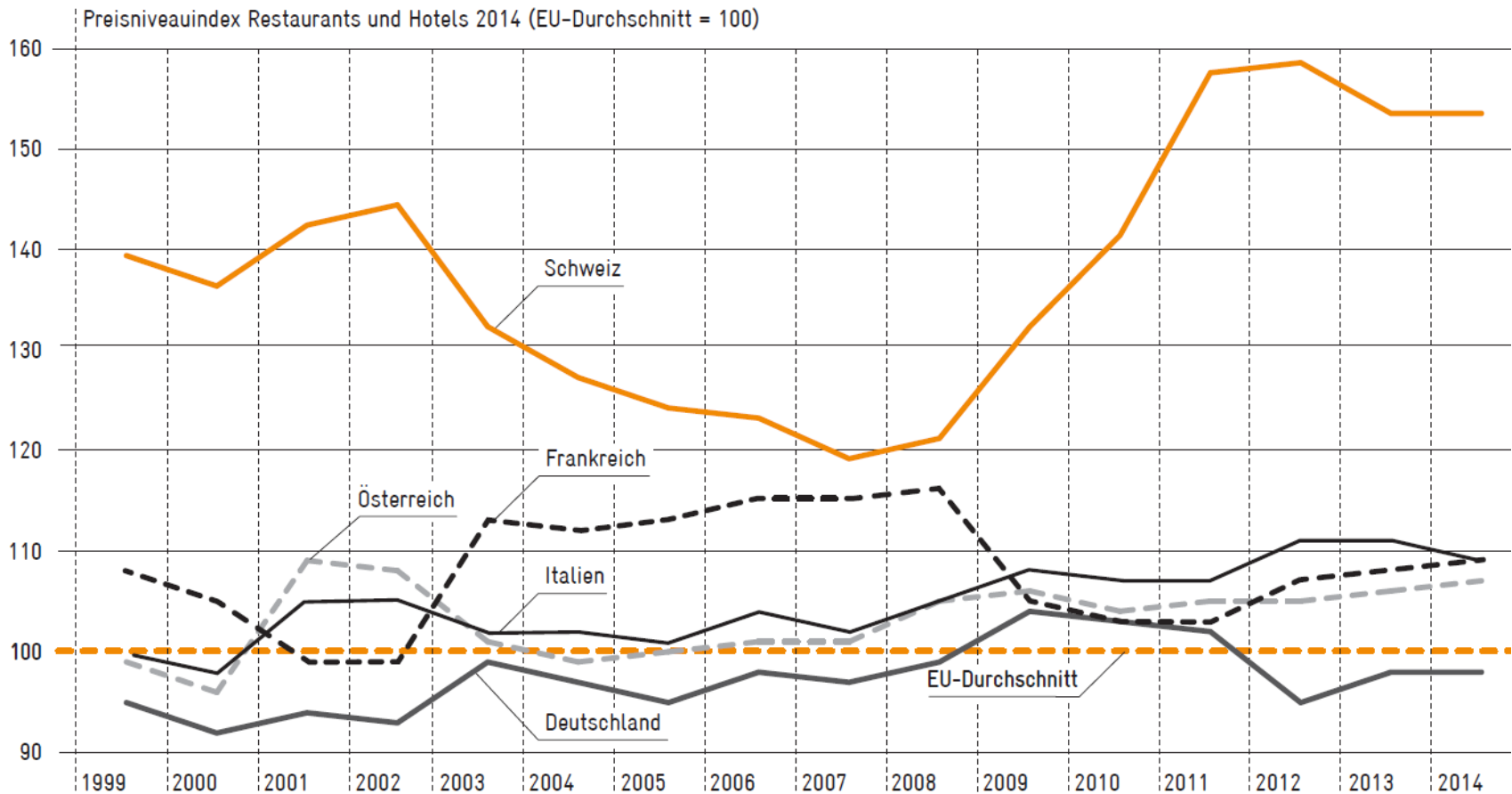
→ Kräfte bündeln, politische Handlungsfähigkeit verbessern.

(2) Tourismus: Schlüsselbranchen im Berggebiet



Quelle: Rütter, Soceco

(2) Tourismus: Frankenaufwertung als Kostenschock

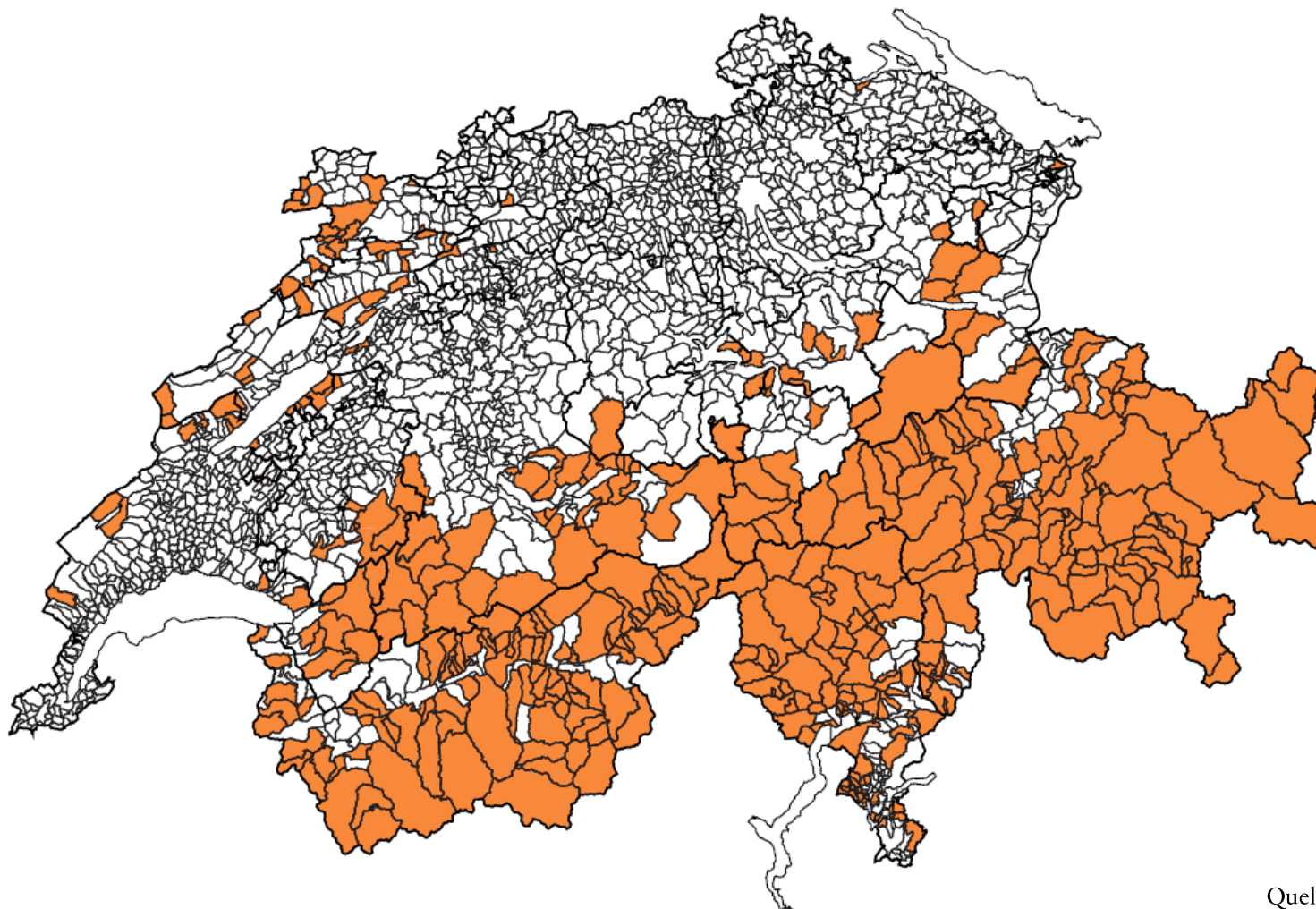


Quelle: BFS, Eurostat

(2) Tourismus: Strategische Stossrichtungen

- **Kleinteiligkeit überwinden:** Marktberreinigung zulassen, Produktbündelung, Fusion regionaler Tourismusorganisationen / Dachmarken
 - **Kostennachteile abbauen:** Liberalisierung des Agrarhandels
 - **Regionale Differenzierung:** Spezialisierung auf spezifische Marktsegmente, Entwicklung spezifischer Produkte
 - **Destinationsentwicklung:** Profilbildung, Kooperation, Entwicklung von Wertschöpfungsketten, Priorisierung von Investitionen
 - **Innovative (Digitalisierungs-)Ideen:** App «Die Schweiz zum Nulltarif», Welterbe Bergtourismus, Konsolidierung à la Weisse Arena Flims
- **Strukturwandel in Schlüsselbranche konsequent vorantreiben.**

(3) Zweitwohnungen: Betroffen von Zweitwohnungsinitiative



Quelle: ARE

■ Gemeinden mit > 20% Zweitwohnungen am Wohnungsbestand

(3) Zweitwohnungen: Strategische Stossrichtungen

Herausforderungen des Zweitwohnungssektors:

- Kalte Betten, Verödung der Ortskerne, Verschandelung der Landschaft
- Zweitwohnungsinitiative, gesättigte Nachfrage

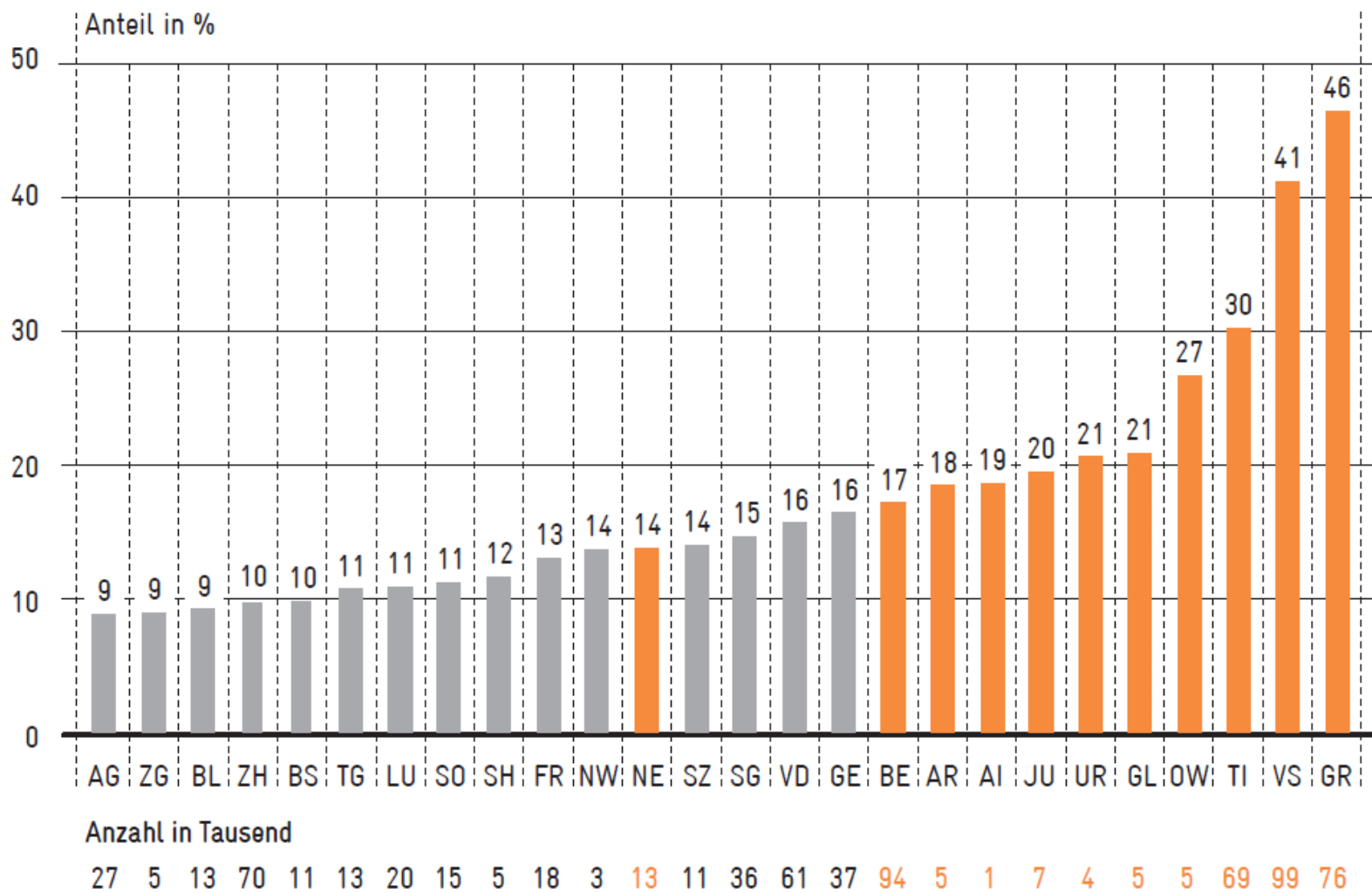
→ Umlenkung der Bauinvestitionen aus Neubau in den Bestand:

- Erneuerung veralteter Immobilien (z.B. Stockwerkeigentum 60er-80er Jahre)
- Strategien zur Revitalisierung historischer Ortskerne
- Neue Geschäftsmodelle müssen entwickelt werden

→ Touristische Bewirtschaftung kalter Betten:

- Lösungen für Vermittlungsservice, Reinigungsservice, Versicherung etc.
- Zweitwohnungsabgabe mit Vermietungsanreiz (Dos and Don'ts beachten)
- Beispiele für erfolgreiche neue Geschäftsmodelle

(3) Zweitwohnungen: Anteil und Anzahl pro Kanton



Quelle: BFS, eigene Berechnungen

(3) Zweitwohnungen: Besitzer als Akteure des Wandels

- **350'000-400'000 Zweitwohnungen im Schweizer Berggebiet**
- **Zweitwohnungsbesitzer als Partner für Strukturwandel:**
 - Einkommensstark, vermögend, gut gebildet, international vernetzt, hoher Anteil an Selbstständigen, dem Zweitwohnort emotional verbunden
 - Unternehmer, Investoren, Knowhow-Träger, Impulsgeber
- **Ansätze zur Aktivierung dieser unternutzten Ressource:**
 - Einbindung in Milizämter / Rat der Zweitwohnungsbesitzer
 - Gezielte Einbindung in konkrete Projekte vor Ort
 - Steueranreize zur Verlegung des Erstwohnsitzes (Pensionierte Babyboomer)
 - Zweitwohnungsbeauftragte auf kantonaler/regionaler Ebene als Relationship-Manager (ähnlich wie Alumni-Beauftragte)

(4) Innovation: Regionale Innovationssysteme stärken

Bildungszentren als Anker regionaler Innovationssysteme:

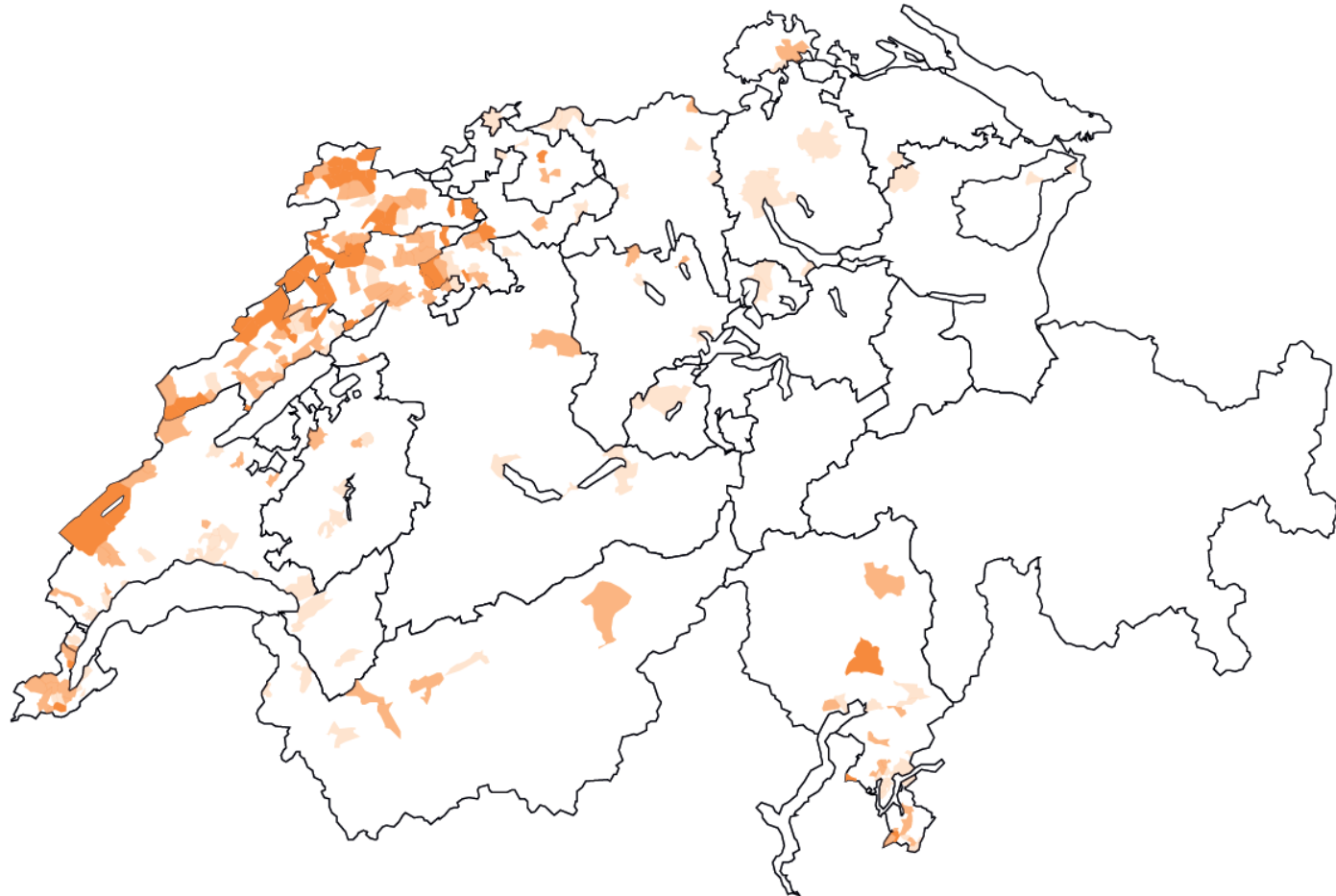
- EPFL-Campus Sitten, HTW-Campus Chur, Aufbau USI
- Konzentration diverser Bildungseinrichtungen (Campus)
- Profilbildung gemäss alpinen Wissenszentren (z.B. Tourismus) und Vernetzung im nationalen Hochschulverbund

Innovation in Industrie, Handwerk, Landwirtschaft:

- Uhrencluster in NE/JU als Hightechcluster im Berggebiet
- Industrielle Kerne: Chemie in Visp/VS, Maxon Motor/OW, Pilatus/NW
- Holzbacluster in Vorarlberg (Innovationen im klassischen Handwerk)
- Innovative Landwirtschaft in Südtirol (Forschungsinstitut, offene Märkte)
- Tourismusdestinationen als Branchencluster

→ Wertschöpfung, Fachkräfte, Brain Gain, industrielle Basis.

(4) Innovation: Uhrencluster im Jurabogen



Anteil Beschäftigte in der Uhrenindustrie pro Gemeinde

■ mehr als 18%

■ 1 bis 18%

■ weniger als 1%

Quelle: BFS

(5) Potenzialarme Räume: Strategische Stossrichtungen

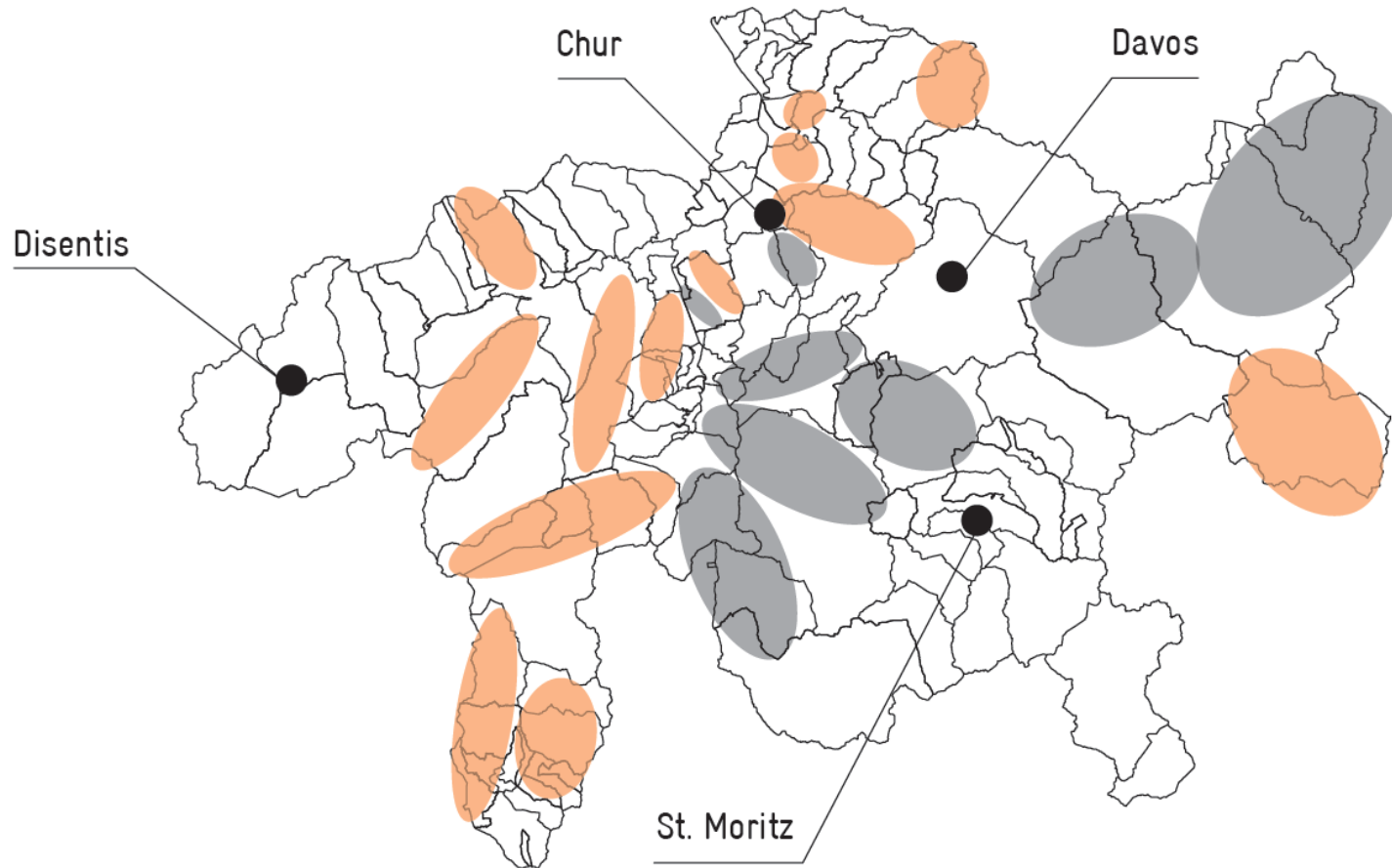
Probleme der potenzialarmen Räume:

- Entlegene Gebiete mit substantiellen Schrumpfungprozessen
- Klassische Strukturpolitik greift nicht mehr, neue Strategien sind gefragt

Massgeschneiderte Strategien für potenzialarme Räume:

- Regionale Zentren stärken - *statt* Verteilung knapper Mittel mit Giesskanne
- Kosteneffiziente Lösungen für Infrastruktur und Service Public
- Digitalisierung: Online-Vertrieb regionaler Produkte
- Digitalisierung: Telearbeit und Mountain Hubs
- Abgeschlossenheit als Standortvorteil: z.B. Internate, Burnout-Kliniken
- Regionalpärke mit Wertschöpfungsketten im sanften Tourismus
- *Aber auch*: kontrollierter Rückzug aus bestimmten Gebieten

(5) Potenzialarme Räume: Graubünden



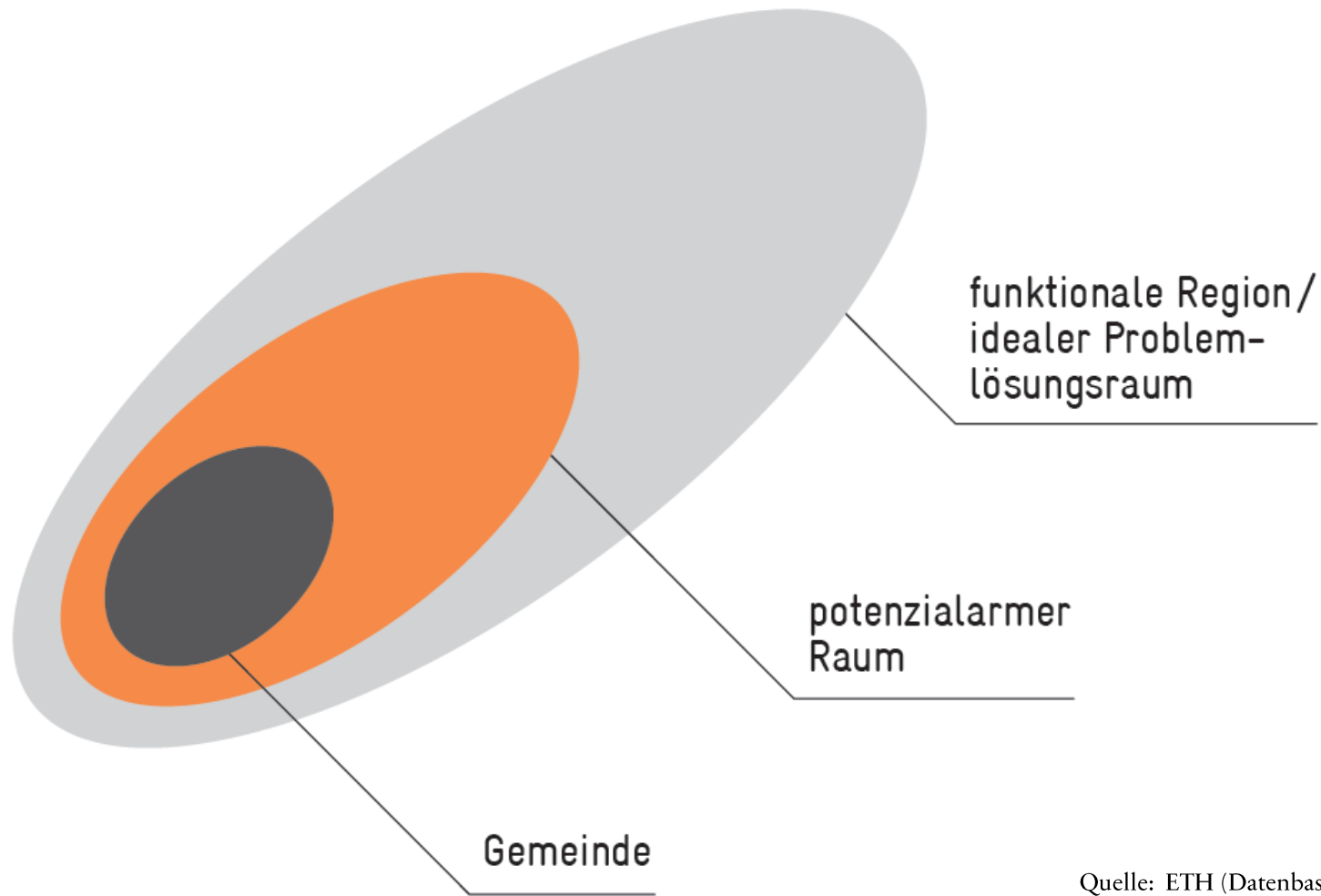
POTENTIALARMER RÄUME

● kritisch

● eher kritisch

Quelle: Amt für Wirtschaft und Tourismus Graubünden,
Strategie zum Umgang mit potentialarmen Räumen (2009)

(5) Potenzialarme Räume: Schema Problemlösungsraum



Quelle: ETH (Datenbasis: MIV 2000)

Prinzipien für die wirtschaftliche Zukunft des Berggebiets

- ✓ **Strukturwandel gestalten statt strukturerhaltende Massnahmen**
- ✓ **Neue Quellen der Wertschöpfung statt zusätzlicher Subventionen**
- ✓ **Föderalismus als Reformlaboratorium und Wettbewerbstreiber**
- ✓ **Best Practice verbreiten** (Fallbeispiele aus dem In- und Ausland)
- ✓ **Handlungsfähige Politik** (Gebietsreformen, Berggebietsakteure)
- ✓ **Offener Umgang mit Schrumpfungprozessen** (Enttabuisierung)
- ✓ **Abschied vom Giesskannenprinzip** (SWOT-Analysen, Stärken stärken)
- ✓ **Das Unterland als Partner** (Anbindung an die Metropolräume, «Brain» statt «Beton», Zweitwohnungsbesitzer als Akteure des Wandels)

Kritische Reflexionen zur aktuellen Politik für das Berggebiet

(1) Föderale Mittelverteilung: Strukturpolitik durch Beton?



Quelle: (1) N28, (2) A16, (3) A16, (4) N28

Infrastrukturelle Prestigebauten als vertane Chance

Ortsumfahrungen der Extraklasse statt neuer Hochschulcampus:

- *Beispiel:* 750 Mio. Fr. für 3 Ortsumfahrungen der N28 (Klosters/Saas/Küblis)
- *Alternative:* Neuer HTW-Campus mit Technologiepark in Chur

Fragwürdige Tunnelbauten statt Ortskernrevitalisierungen:

- *Beispiel:* 160 Mio. für den 2,3 km langen Stägjitschugge-Tunnel im Mattertal
- *Alternative:* Projekte zur Ortskernrevitalisierung in der gleichen Talschaft

Luxuriöse Bergautobahnen statt Schuldentilgung und Steuersenkung:

- *Beispiel:* 6 Mrd. für A16/Transjurane trotz minimalem Verkehrsaufkommen
- *Alternative:* Für 1/3 dieser Summe hätte man JU und NE entschulden können, um Spielräume für Steuersenkungen zu schaffen.

Infrastruktur-Gigantismus statt Impulsprogramm für den Tourismus:

- *Beispiel:* Im Oberwallis fließen ca. 4 Mrd. in die A9 und die Rhône-Korrektion
- *Alternative:* ¼ dieser Summe hätte im Tourismussektor viel bewirken können

(2) Strategie des Bundes: Berggebiet & ländlicher Raum

- **Zu breite geografische Abdeckung: Strategie für 70-80% des Landes?**
 - **Besonderheiten des Berggebietes gegenüber dem ländl. Raum:**
 - Herausforderungen der Topografie (Infrastruktur, Erreichbarkeit, Klima)
 - Systemrelevanz des Tourismussektors / Strukturkrise Tourismus
 - Hoher Zweitwohnungsanteil / Strukturwandel Zweitwohnungssektor
 - Potentialarme Räume und Wasserkraft als weitere Spezifika
 - **Bericht des Bundes zu wenig spezifisch und operativ:**
 - Zu hohe Flughöhe mit vielen Allgemeinplätzen
 - Zu wenig konkret und handlungsbezogen
 - Wird auch der Vielfalt *innerhalb* des Berggebietes nicht gerecht
- Keine ausreichende Grundlage für wirkungsvolle Strategie.**

(3) Das Instrumentarium des Bundes für das Berggebiet

- **Schwächen der NRP hinsichtlich des Strukturwandels Berggebiet:**
 - Nach Ende der IHG-Regionen kein klares Konzept für die regionale Ebene
 - Mangelnde Strategiefähigkeit der Akteure (Projektkonzipierung/-umsetzung)
 - Keine spezifische Strategie für potentialarme Räume (Modellvorhaben?)
 - **Schwächen des sonstigen Instrumentariums:**
 - Systemrelevanz des Tourismus- und Zweitwohnungssektor: Die geplante Erarbeitung neuer Strategien in diesen Bereichen ist von hoher Priorität
 - Kaum Fortschritte bei Verzahnung Sektorpolitiken (z.B. Agrar/Tourismus)
 - Allokationsmechanismen bei der Verteilung von Bundesmitteln überdenken: z.B. zu viel Investitionen in Beton, Agrarsubventionen (35% vs. 5%)
- **Verschärfter Strukturwandel: Zeit für Neujustierungen.**

(4) Auch die Berggebietsakteure sind gefordert

RK GK: Noch zu starker Fokus auf Transfers, zu wenig analytisch-strategischer Input, nur ein Teil der Bergkantone vertreten

SAB: Noch zu starker Fokus auf Lobbyarbeit, tradierte Rezepte (z.B. Bauen als Lösung) oder Grabenkämpfe (z.B. Kampf gegen den Wolf)

Fehlende Dialogplattform: Die Debatte über das Berggebiet hat keinen erkennbaren Motor bzw. Kristallisationskern

Kompetenzlücke Wirtschaftspolitik: Viele Akteure mit dem Fokus auf Freizeitnutzung und zum Schutz der Berge

→ Zeit für eine neue Debatte zum Berggebiet.

→ Berggebietsakteure müssen sich neu aufstellen.